

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 616

12 mars 2008

SOMMAIRE

AGI Consult S.à r.l.	29557	Lumenflon International S.A.	29530
Alpha-Oceane Investments S.A.	29524	Lumenflon International S.à r.l.	29530
Altawin S.A.	29523	Merlyn Investments S. à r.l.	29528
Altawin S.à r.l.	29523	Meter Service Corporation Sàrl	29553
Banque BCP, S.A.	29565	Motor Center Diekirch	29559
Bellissimo S.à r.l.	29567	Navicom S.A.	29560
Bije S.à r.l.	29568	Négoce et Service Associés, S.e.c.s.	29563
Buziol Investment Soparfi S.A.	29568	Neightilus S.à r.l.	29557
Colday S.à r.l.	29525	NEP Senec Gardens S. à r.l.	29565
Cometec S.A.	29565	Oil Technologies International S.A.	29561
Dematic Holding S.à r.l.	29527	Pearson Luxembourg Holdings	29568
Design & Build Promotions S.A.	29556	Primarosa S.à r.l.	29564
Direct Mezzanine 2006 Offshore S.à r.l. ..	29566	REIT Immobilien S.A.	29567
Direct Mezzanine 2006 Onshore S.à r.l. ..	29566	Repco 10 S.A.	29556
EB8 Fund S. à r.l.	29562	Repco 26 S.A.	29522
Elliott Luxembourg S.à r.l.	29524	Repco 27 S.A.	29523
Entrepreneurs Fund Investments (Luxem- bourg) S.à r.l.	29564	Repco 28 S.A.	29523
Genpact Investment Co (Lux) SICAR S.à r.l.	29522	Repco 2 S.A.	29562
GSMP V Offshore S.à r.l.	29566	Repco 45 S.A.	29522
GSMP V Onshore S.à r.l.	29566	Samtora (Luxembourg) S.à r.l.	29526
HeidelbergCement Holding S.à r.l.	29567	S.C.I. G.F.D.	29566
Holding A.H.T.	29529	SES Engineering (Luxembourg) S.à r.l. ...	29564
HSH N Asset Management S.A.	29525	Stark-Bosera Master S.à r.l.	29528
HSH Nordbank Private Banking S.A.	29527	Tenneco International Luxembourg S.A.	29565
HSH Nordbank Securities S.A.	29526	Tinfos Nizi S.A.	29550
ING Lux Insurance International S.A.	29547	VHCL Trois S.A.	29561
Kulczyk Oil & Gas Holding S. à r.l.	29528	xGraphix S.à r.l.	29529
		Zerno S.A.	29522

Zerno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 28, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 52.109.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2008.

P. Frieders

Notaire

Référence de publication: 2008026057/212/12.

(080025730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Genpact Investment Co (Lux) SICAR S.à r.l., Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 104.546.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 septembre 2007.

P. Frieders

Notaire

Référence de publication: 2008026059/212/13.

(080025929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Repc 45 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 131.081.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société
tenue à Luxembourg le 28 décembre 2007*

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire de la Société tenue le 28 décembre 2007 que:

1. M. Francois Brouxel, Avocat à la cour, né le 16 septembre 1966, à Metz, France, demeurant à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, a démissionné de ses fonctions d'administrateur A de la Société, avec effet immédiat.
2. M. Bernd Günter A. Janietz, avocat, né le 26 juillet 1948 à Golslar, Allemagne, demeurant à L-1139 Luxembourg, 50, rue des Sept Arpents, a été nommé administrateur A avec effet immédiat.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société qui sera tenue en vue d'approuver les comptes au 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008026087/280/20.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02746. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Repc 26 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 118.327.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société
tenue à Luxembourg le 28 décembre 2007*

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire de la Société tenue le 28 décembre 2007 que:

1. M. Francois Brouxel, Avocat à la cour, né le 16 septembre 1966, à Metz, France, demeurant à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, a démissionné de ses fonctions d'administrateur A de la Société, avec effet immédiat.

2. M. Bernd Günter A. Janietz, avocat, né le 26 juillet 1948 à Golslar, Allemagne, demeurant à L-1139 Luxembourg, 50, rue des Sept Arpents, a été nommé administrateur A avec effet immédiat.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société qui sera tenue en vue d'approuver les comptes au 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008026088/280/20.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02715. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Repc 27 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 118.328.

—
*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société
tenue à Luxembourg le 28 décembre 2007*

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire de la Société tenue le 28 décembre 2007 que:

1. M. Francois Brouxel, Avocat à la cour, né le 16 septembre 1966, à Metz, France, demeurant à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, a démissionné de ses fonctions d'administrateur A de la Société, avec effet immédiat.

2. M. Bernd Günter A. Janietz, avocat, né le 26 juillet 1948 à Golslar, Allemagne, demeurant à L-1139 Luxembourg, 50, rue des Sept Arpents, a été nommé administrateur A avec effet immédiat.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société qui sera tenue en vue d'approuver les comptes au 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008026089/280/20.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02717. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

**Altawin S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Altawin S.A.).**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 82.528.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 3 décembre 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2008026091/239/13.

(080025527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Repc 28 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 118.329.

—
*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société
tenue à Luxembourg le 28 décembre 2007*

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire de la Société tenue le 28 décembre 2007 que:

1. M. Francois Brouxel, Avocat à la cour, né le 16 septembre 1966, à Metz, France, demeurant à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, a démissionné de ses fonctions d'administrateur A de la Société, avec effet immédiat.

2. M. Bernd Günter A. Janietz, avocat, né le 26 juillet 1948 à Golslar, Allemagne, demeurant à L-1139 Luxembourg, 50, rue des Sept Arpents, a été nommé administrateur A avec effet immédiat.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société qui sera tenue en vue d'approuver les comptes au 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008026090/280/20.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02718. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Alpha-Oceane Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 93.589.

—
Extrait de la décision prise par le conseil d'administration en date du 17 septembre 2007

Monsieur Eric Magrini, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 20 avril 1963, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.

Luxembourg, le 29 janvier 2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ALPHA-OCEANE INVESTMENTS S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008026176/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02658. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Elliott Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 107.871.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 18 janvier 2008

1. La société à responsabilité limitée A.M.S. ADMINISTRATIVE AND MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. a démissionné de son mandat de gérant.

2. La société à responsabilité limitée BAC MANAGEMENT S.à r.l. a démissionné de son mandat de gérant.

3. Monsieur Eric Magrini, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 20 avril 1963, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé gérant pour une durée indéterminée.

4. Monsieur Philippe Toussaint, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 2 septembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé gérant pour une durée indéterminée.

5. La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant demeurant au Luxembourg et d'un gérant demeurant en dehors de Luxembourg.

Luxembourg, le 28 janvier 2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ELLIOTT LUXEMBOURG S.à r.l.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008026177/29/26.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02659. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Colday S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 1, rue du Saint Esprit.

R.C.S. Luxembourg B 134.365.

—
EXTRAIT

I- Il résulte d'un contrat de cession sous seing privé intervenu en date du 19 décembre 2007, que:

La Société COLYZEO II INVESTORS, LP, a limited partnership dont le siège social est 10 Upper Bank Street, E145JJ, United Kingdom immatriculée sous le numéro LP11864, est devenue propriétaire de 6.300 parts sociales de la Société ColDay S.à.r.l. pour les avoir acquises, ainsi, auprès de:

COLYZEO S.à.r.l. - 6.300 parts sociales.

II- Il résulte d'un contrat de cession sous seing privé intervenu en date du 19 décembre 2007, que:

La Société C-VIII DAY INVESTOR LLC, a limited liability company dont le siège social est 2711 Centerville Road, Suite 400 Wilmington, Delaware, United States, inscrit au Registre du Delaware sous le numéro 4475877, est devenue propriétaire de 6.300 parts sociales de la Société ColDay S.à.r.l. pour les avoir acquises ainsi, auprès de:

COLYZEO S.à.r.l. - 6.300 parts sociales.

Suite à ces transferts, dûment acceptés par la Société, la répartition des 12.600 parts sociales composant le capital social s'établit comme suit:

COLYZEO II INVESTORS, LP	6.300 parts sociales
C-VIII DAY INVESTOR LLC	6.300 parts sociales
Total	12.600 parts sociales

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

P/o V. Reveilliez

Mandataire habilité

J. Tenebay

Référence de publication: 2008026178/4025/31.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} février 2008, réf. LSO-CN00385. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

—
HSH N Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 107.165.

—
Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 21. Dezember 2007

Die Generalversammlung ernennt die Herren Dirk Gärtner, geboren in Hamburg am 6. Dezember 1947, mit beruflichem Wohnsitz in Deutschland, Martensdamm 6, 24103 Kiel, und Klaus Bernhart, geboren in München am 16. März 1951, mit beruflichem Wohnsitz in Deutschland, Martensdamm 6, 24103 Kiel, mit Wirkung zum 1. Januar 2008 zu Mitgliedern des Verwaltungsrates bis zur Generalversammlung, die über die Entlastung zum Geschäftsjahr entscheidet, das am 31. Dezember 2007 endet.

Die Ernennung erfolgt vorbehaltlich der Zustimmung der CSSF.

Der Verwaltungsrat setzt sich somit per 1. Januar 2008 wie folgt zusammen:

Rainer Helms, Geschäftsleiter HSH NORDBANK SECURITIES S.A., geboren in Kiel am 5. November 1970, mit beruflichem Wohnsitz in Luxemburg, 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg

Dr. Christian Tonnesen, Diplom-Kaufmann, geboren in Warstein am 26. Januar 1967, mit beruflichem Wohnsitz in Deutschland, Martensdamm 6, 24103 Kiel

Dr. Frank Schneider, Geschäftsleiter der HSH ASSET MANAGEMENT S.A., und der HSH INVESTMENT MANAGEMENT S.A., geboren in Rendsburg am 15. April 1969, mit beruflichem Wohnsitz in Luxemburg, 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxemburg

Dirk Gärtner, geboren in Hamburg am 6. Dezember 1947, mit beruflichem Wohnsitz in Deutschland, Martensdamm 6, 24103 Kiel

Klaus Bernhart, geboren in München am 16. März 1951, mit beruflichem Wohnsitz in Deutschland, Martensdamm 6, 24103 Kiel.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10. Januar 2008.
Für gleichlautenden Auszug
M. Riessen / H. Brüll
Senior Vice President / Assistant Vice President

Référence de publication: 2008026179/37/33.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10481. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

HSH Nordbank Securities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 14.784.

Auszug aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 20. Dezember 2007

Die Generalversammlung ernennt Herrn Prof. Dr. Dirk Jens Nonnenmacher mit Wirkung zum 1. Januar 2008 zum Mitglied des Verwaltungsrates bis zur Generalversammlung, die über die Entlastung zum Geschäftsjahr entscheidet, das am 31. Dezember 2007 endet.

Die Zustimmung der CSSF liegt zum heutigen Datum vor.

Der Verwaltungsrat setzt sich somit wie folgt zusammen:

Jörg Arndt, Geschäftsleiter der HSH NORDBANK AG Luxembourg Branch, geboren in Neumünster am 22. November 1962, mit beruflichem Wohnsitz in Luxemburg, 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Rainer Helms, Geschäftsleiter der HSH NORDBANK SECURITIES S.A., geboren in Kiel am 5. November 1970, mit beruflichem Wohnsitz in Luxemburg, 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Hartmut Strauss, Vorstand der HSH NORDBANK AG, geboren in Barmstedt am 4. März 1949, mit beruflichem Wohnsitz in Deutschland, Martensdamm 6, 24103 Kiel

Joachim Friedrich, Vorstand der HSH NORDBANK AG, geboren in Siegen am 15. Januar 1964, mit beruflichem Wohnsitz in Deutschland, Martensdamm 6, 24103 Kiel

Herr Hans Berger, Vorstandsvorsitzender der HSH NORDBANK AG, geboren am 22. April 1950 in Neumünster, mit beruflichem Wohnsitz in Deutschland, Martensdamm 6, 24103 Kiel

Prof. Dr. Dirk Jens Nonnenmacher, Vorstand der HSH NORDBANK AG, geboren in Karlsruhe am 3. Juni 1963, mit beruflichem Wohnsitz in Deutschland, Martensdamm 6, 24103 Kiel.

Zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 16. Januar 2008.
Für gleichlautenden Auszug
M. Riessen / H. Brüll
Senior Vice President / Assistant Vice President

Référence de publication: 2008026181/37/32.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10452. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Samtora (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 117.257.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 28 janvier 2008

1. La société à responsabilité limitée UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. a démissionné de son mandat de gérant,

2. Monsieur Benoît Nasr, administrateur de sociétés, né à Charleroi (Belgique), le 26 mai 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 28 janvier 2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SAMTORA (LUXEMBOURG) S.à r.l.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008026175/29/20.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02655. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

HSH Nordbank Private Banking S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 20.533.

—
Auszug aus dem Protokoll der Verwaltungsratssitzung vom 15. November 2007

Der Verwaltungsrat ernennt Herrn Jürgen Kühn, geboren am 12. August 1963 in Aachen und mit beruflichem Wohnsitz in Luxembourg, 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, mit Wirkung vom 1. Januar 2008 zum Geschäftsleiter. Diese Bestellung steht unter dem Vorbehalt der Zustimmung durch die CSSF.

Der Verwaltungsrat nimmt das Ausscheiden von Herrn Michael Rivera, Geschäftsleiter, zum 15. Dezember 2007 zur Kenntnis.

Zur Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 16. Januar 2008.

M. Riessen / H. Brüll

Leiter Recht und Compliance / Recht und Compliance

Référence de publication: 2008026182/1290/19.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10455. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Dematic Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.000.000,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 112.618.

—
EXTRAIT

Suite à un accord entre parties du 27 décembre 2007, les 318.800 parts sociales détenues par DLUX HOLDCO S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112.618 ont été transférées à la société TRITON MASTERLUXCO 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-121.037.

Depuis cette date, les parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

	Parts sociales
DEMATIC MANAGEMENTBETEILIGUNGS GbR	60.000
DEMATIC MANAGEMENTINVESTMENT GbR	7.200
DEMATIC AUFSICHTSRATSBETEILIGUNGS GbR	14.000
TRITON MASTERLUXCO 2 S.à r.l.	318.800

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DEMATIC HOLDING S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008026111/267/27.

Enregistré à Luxembourg, le 6 février 2008, réf. LSO-CN01054. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Stark-Bosera Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 133.137.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 2 janvier 2008

Il résulte d'une résolution de l'associé unique prise en date du 2 janvier 2008 que les décisions suivantes ont été prises:

1. démission des gérants de la société ci-après mentionnés avec effet immédiat:

- Monsieur Maurice Wyatt: gérant A;
- Monsieur Antonius (Ton) Zwart: gérant B.

2. nomination, avec effet immédiat, et pour une durée indéterminée des gérants suivants:

- Monsieur Steven Deurloo, né le 14 juillet 1967 à Amersfoort (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle à Telestone 8 - Teleport, Naritaweg 165, 1043 BW, Amsterdam (Pays-Bas), en tant que gérant A;
- Mademoiselle Lucinda Clifton-Bryant, née le 18 octobre 1977 à Aachen (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérant B.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

J. de Patoul

Gérant

Référence de publication: 2008026203/710/22.

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2008, réf. LSO-CN03031. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Kulczyk Oil & Gas Holding S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 133.556.

—
Résultant du contrat de vente et d'achat d'actions en date du 4 décembre 2007, l'actionnaire actuel, ATC MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.à r.l. avec siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, qui détient la totalité des actions (12.500 actions ordinaires), vend la totalité des ses actions à KULCZYK INVESTMENT HOUSE S.à r.l., avec siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg.

Luxembourg, le 16 janvier 2008.

ATC MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2008026204/4726/16.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10502. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Merlyn Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 133.461.

—
Résultant du contrat de vente et d'achat d'actions en date du 18 décembre 2007, l'actionnaire actuel, ATC MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.à r.l. avec siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, qui détient la totalité des actions (500 actions ordinaires), vend la totalité des ses actions à KULCZYK INVESTMENT HOUSE S.à r.l., avec siège social à 9, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg,

Luxembourg, le 15 janvier 2008.

ATC MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2008026202/4726/16.

Enregistré à Luxembourg, le 31 janvier 2008, réf. LSO-CM10504. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

xGraphix S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-4940 Bascharage, 181, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 95.659.

Im Jahre zweitausendacht, am vierundzwanzigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Alex Weber, mit dem Amtswohnsitz zu Niederkerschen.

Ist erschienen:

Herr Guido Kröger, Graphiker, geboren in Vechta (Deutschland) am 16. Februar 1969, wohnhaft in L-4940 Niederkerschen, 181, avenue de Luxembourg,

Inhaber von zweihundertfünfzig (250) Gesellschaftsanteilen,

Der Erschienene, handelnd als alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung xGraphix S. à r.l. (Identitätsnummer 2003 24 14 835), mit Sitz in L-1326 Luxembourg, 46, rue Auguste Charles, eingetragen im R.C.S.L. unter der Nummer B 95.659, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den Notar Joseph Gloden, mit dem Amtswohnsitz zu Grevenmacher, am 11. September 2003, veröffentlicht im Memorial C, Nummer 1052 vom 10. Oktober 2003, ersucht den unterzeichneten Notar Folgendes zu beurkunden:

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann hat sich der vorbenannte Herr Guido Kröger, alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft xGraphix S.à r.l., zu einer ausserordentlichen Generalversammlung eingefunden und folgenden Beschluss gefasst:

Beschluss

Der Gesellschafter beschliesst den Sitz der Gesellschaft von L-1326 Luxembourg, 46, rue Auguste Charles, nach L-4940 Niederkerschen, 181, avenue de Luxembourg, zu verlegen.

Infolgedessen beschliesst der Gesellschafter den ersten Absatz von Artikel 5 der Satzung wie folgt abzuändern:

« **Art. 5. Sitz (Erster Absatz).** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Niederkerschen.»

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft aufgrund gegenwärtiger Urkunde anfallen, werden abgeschätzt auf achthundert Euro (€ 800,-).

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Niederkerschen in der Amtsstube, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: G. Kröger, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 31 janvier 2008. Relation: CAP/2008/318. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Neu.

Für gleichlautende Ausfertigung, auf stempelfreiem Papier, der Gesellschaft auf Wunsch erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Niederkerschen, den 15. Februar 2008.

A. Weber.

Référence de publication: 2008026971/236/38.

(080026819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2008.

Holding A.H.T., Société Anonyme.

Siège social: L-7560 Mersch, Centre Marisca.

R.C.S. Luxembourg B 40.797.

Extrait des décisions de l'Assemblée Générale

En date du 18 janvier 2008

Le Conseil d'administration a constaté la démission de Monsieur Hurst Jean-Louis, CH-Sorengo de son poste d'administrateur.

Junglinster, le 25 janvier 2008.

Pour extrait conforme

P. Laplume

Référence de publication: 2008026214/802/16.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02839. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

**Lumenflon International S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Lumenflon International S.A.).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 77.256.

L'an deux mille sept, le dix-sept décembre.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LUMENFLON INTERNATIONALE S.A., ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, à la section B, sous le numéro 77.256, constituée suivant un acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 juillet 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 24 du 13 janvier 2001, dont les statuts ont été modifiés suivant un acte reçu par le même notaire, en date du 22 décembre 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 706 du 31 août 2001.

L'assemblée est présidée par Monsieur Reno Maurizio Tonelli, demeurant professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Le président désigne comme secrétaire Madame Carine Grundheber, demeurant professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Vania Baravini, demeurant professionnellement à Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 397.792 (trois cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent quatre-vingt-douze) actions d'une valeur nominale de EUR 5,- (cinq euros) chacune, représentant l'intégralité du capital social s'élevant à EUR 1.988.960,- (un million neuf cent quatre-vingt-huit mille neuf cent soixante euros) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation d'une situation comptable intérimaire arrêtée au 14 décembre 2007.
2. Apurement des pertes, suppression de la valeur nominale des actions et réduction du capital social pour le porter à EUR 100.000,- (cent mille euros), la différence étant affectée à une réserve libre, le but de la réduction étant d'adapter les moyens financiers de la société à ses activités futures.
3. Transformation de la société anonyme de droit luxembourgeois en société à responsabilité limitée et changement de la dénomination sociale de la société qui se dénommera LUMENFLON INTERNATIONAL S.à r.l.
4. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction, décharge à leur accorder pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour et nomination du nouveau gérant de la société.
5. Transfert du siège social et statutaire de la société de L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, à Brandico (Brescia, Italie) et adoption par la société à responsabilité limitée de la nationalité italienne sous réserve de l'inscription de la société auprès du Registre des Entreprises («Registro Imprese») de Brescia.
6. Démission du gérant actuellement en fonction et décharge à lui accorder pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.
7. Changement de la dénomination sociale de la société qui se dénommera LUMENFLON HOLDING S.R.L.
8. Nomination de Monsieur Vigilio Prandelli, né à Lumezzane (Brescia-Italie), le 2 août 1952, demeurant à Concesio (Brescia-Italie), code fiscal n° PRNVGL52M02E738M, en qualité de gérant unique.
9. Refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne.
10. Délégation de pouvoirs.
11. Radiation de la société du Registre de Commerce et des Sociétés dès que la société aura été inscrite auprès du Registre des Entreprises («Registro Imprese») de Brescia.
12. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver une situation comptable intérimaire de la société arrêtée au 14 décembre 2007 telle qu'elle a été rédigée par le conseil d'administration.

Une copie de cette situation comptable, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour en faire partie intégrante.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des actions et de réduire le capital social à concurrence de EUR 101.687,30 (cent un mille six cent quatre-vingt-sept euros et trente cents) pour le porter de son montant actuel de EUR 1.988.960,- (un million neuf cent quatre-vingt-huit mille neuf cent soixante euros), entièrement souscrit et libéré, à EUR 1.887.272,70 (un million huit cent quatre-vingt-sept mille deux cent soixante-douze euros et soixante-dix cents), moyennant réduction du pair comptable des actions existantes, afin d'absorber la totalité des pertes telles qu'elles ressortent de la situation comptable intermédiaire au 14 décembre 2007.

L'assemblée décide ensuite de réduire le capital social à concurrence de EUR 1.787.272,70 (un million sept cent quatre-vingt-sept mille deux cent soixante-douze euros et soixante-dix cents) pour le porter de son nouveau montant de EUR 1.887.272,70 (un million huit cent quatre-vingt-sept mille deux cent soixante-douze euros et soixante-dix cents) à EUR 100.000,- (cent mille euros), moyennant réduction du pair comptable des actions existantes, la somme de EUR 1.787.272,70 (un million sept cent quatre-vingt-sept mille deux cent soixante-douze euros et soixante-dix cents) étant affectée à une réserve libre, le but de la réduction étant d'adapter les moyens financiers de la société à ses activités futures.

Troisième résolution

L'assemblée décide de transformer la forme de la société laquelle de société anonyme devient société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois.

L'assemblée décide de changer par conséquent la dénomination sociale de la société en LUMENFLON INTERNATIONAL S. à r. l. et d'arrêter les statuts de la société comme suit:

«STATUTS

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de LUMENFLON INTERNATIONAL S. à r. l.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 100.000,- (cent mille euros) représenté par 397.792 (trois cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent quatre-vingt-douze) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle d'un gérant.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat respectif jusqu'à la date de ce jour.

L'assemblée décide de nommer en qualité de nouveau gérant de la société Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, né le 28 septembre 1948 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social et statutaire de la société du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 14, Via Einaudi, Z.I. Bettolino, 25030 Brandico (BS), Italie, et de lui faire adopter la nationalité, le statut et la forme d'une société à responsabilité limitée de droit italien, le tout sous réserve de l'inscription de la société auprès du Registre des Entreprises («Registro Imprese») de Brescia.

L'assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

Elle constate en outre qu'aucune part sans droit de vote n'a été émise par la Société et que la décision de changement de nationalité est prise à l'unanimité des associés existants.

Elle constate également:

- que le droit d'apport ainsi que tous les autres impôts prévus par la loi luxembourgeoise ont été dûment payés aux autorités compétentes;
- que la société a respecté toutes les dispositions fiscales prévues par la loi luxembourgeoise;
- que le transfert du siège social en Italie et le changement de nationalité de la Société n'auront en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et l'Assemblée constate que cette résolution est prise en conformité avec l'article 199 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'avec la Directive du Conseil de la CEE du 17 juillet 1969 no. 335 et les dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, numéro 131 et toutes dispositions concernées.

Sixième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société italienne en LUMENFLON HOLDING S.R.L.

Septième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission du gérant actuellement en fonction et de lui accorder décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Huitième résolution

L'assemblée décide de nommer, pour une durée indéterminée, avec les pouvoirs conférés par les nouveaux statuts, sauf révocation ou démission, Monsieur Vigilio Prandelli, né à Lumezzane (BS), Italie, le 2 août 1952, demeurant à Concesio (BS), Italie, code fiscal: PRNVGL52M02E738M, en qualité de gérant unique (« amministratore unico ») de la société.

Enfin l'assemblée décide que les émoluments du gérant unique seront fixés lors de la prochaine assemblée des associés qui se réunira en Italie.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts pour les mettre en concordance avec la législation italienne, et de leur donner la teneur suivante:

« STATUTO

Statuto della società LUMENFLON HOLDING S.R.L.

Titolo I: Costituzione - Sede - Durata

Art. 1. E' costituita una Società a responsabilità limitata denominata LUMENFLON HOLDING S.R.L.

Art. 2. La Società ha sede nel comune di Brandico (BS) all'indirizzo risultante da apposita iscrizione nel registro delle imprese.

Il domicilio legale di ogni socio per quello che concerne i rapporti con la Società è quello risultante dal libro dei soci.

Art. 3. La durata della Società è stabilita sino al 31 dicembre 2050 e potrà essere prorogata o anticipatamente sciolta per deliberazione dell'assemblea.

Titolo II: Oggetto

Art. 4. La società ha per oggetto nei limiti e con le forme di legge:

1) l'attività di assunzione, detenzione e gestione di partecipazioni ed interessenze in altre società, imprese, consorzi ed associazioni di qualsiasi genere in Italia o all'Estero, non nei confronti del pubblico.

Nell'ambito della predetta attività la società ha altresì ad oggetto, sempre non nei confronti del pubblico, l'esercizio delle attività di:

- concessione di finanziamenti
- servizi di incasso, pagamento e trasferimento fondi, con conseguente addebito e accredito dei relativi oneri ed interessi
- coordinamento tecnico, finanziario ed amministrativo delle società, enti, imprese, consorzi e associazioni partecipate o comunque appartenenti allo stesso gruppo
- l'acquisto, la dismissione e la concessione di beni o diritti, anche relativi a beni immateriali e in genere a patrimoni intellettuali, che possono consentire e agevolare l'attività e lo sviluppo di società, enti, imprese, consorzi e associazioni in cui partecipa o comunque appartenenti al gruppo.

E' espressamente escluso dall'attività statutaria il rilascio di garanzie, sia pure nell'interesse di società partecipate, ma a favore di terzi, laddove tale attività non abbia carattere residuale e non sia svolta in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale.

E' espressamente esclusa dall'attività sociale la raccolta del risparmio tra il pubblico e la vendita mediante offerta al pubblico di strumenti finanziari disciplinati dal T.u.i.f. (D. Lgs. 24/02/1998 n.58), nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni, di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazione di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi ed ogni altra attività di cui all'art.106 T.U.L.B. (D. Lgs 1/9/1993 n.385)

E' altresì esclusa qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal D. Lgs. 1/9/1993 n.385)

2) La concessione in locazione di beni immobili o la prestazione di servizi connessi all'utilizzo di strutture immobiliari a favore di società controllate e collegate, o a favore anche di terzi.

Ai fini del conseguimento dell'oggetto sociale la società può inoltre effettuare tutte le operazioni mobiliari ed immobiliari, ed ogni altra attività che sarà ritenuta necessaria od utile nonché concedere garanzie reali o personali, anche a titolo gratuito sia nel proprio interesse che a favore di terzi, anche non soci.

Titolo III: Capitale sociale, finanziamenti soci, titoli di debito

Art. 5. Il capitale sociale è di euro 100.000,- (centomila/00). Esso è diviso in quote ai sensi di legge. Le quote sono divisibili e in caso di comproprietà di una quota i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune.

Il capitale sociale potrà essere aumentato a norma di legge.

I soci hanno diritto di sottoscrivere gli aumenti di capitale da liberarsi mediante nuovi conferimenti in misura proporzionale alle partecipazioni dagli stessi possedute.

Possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento a pagamento del capitale, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, compresi la prestazione d'opera o di servizi a favore della società; la deliberazione di aumento

del capitale deve stabilire le modalità del conferimento: in mancanza di qualsiasi indicazione il conferimento deve farsi in denaro.

Il conferimento può anche avvenire mediante la prestazione di una polizza di assicurazione o di una fideiussione bancaria con cui vengono garantiti, per l'intero valore ad essi assegnato, gli obblighi assunti dal socio aventi per oggetto la prestazione d'opera o di servizi a favore della società. In tal caso la polizza o la fideiussione possono essere sostituite dal socio con il versamento a titolo di cauzione del corrispondente importo in denaro presso la società.

Art. 6. I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Il trasferimento delle quote per atto tra vivi sarà soggetto alle seguenti limitazioni:

- il socio che intende trasferire tutta o parte della propria quota dovrà offrirla in prelazione a tutti gli altri soci iscritti nel registro dei soci, proporzionalmente alla percentuale di partecipazione al capitale sociale detenuta. Tale socio dovrà inviare preventiva comunicazione, mediante lettera raccomandata con ricevuta di ritorno, a tutti i soci ed all'organo amministrativo; agli altri soci spetta (a parità di prezzo e di condizioni con i terzi offerenti), il diritto di prelazione su tutte le quote da trasferire, in proporzione alla quota dagli stessi posseduta.

- Questa comunicazione dovrà contenere tutti gli elementi dell'offerta, il nome degli eventuali acquirenti, i criteri che hanno determinato la valutazione della quota da trasferire ed ogni patto contrattuale.

- Il socio che intende acquistare la quota offerta dovrà, entro il termine di trenta giorni dalla data di ricevimento della comunicazione scritta, confermare, tramite lettera raccomandata con ricevuta di ritorno indirizzata al cedente e dandone comunicazione per conoscenza agli altri soci ed all'organo amministrativo, di voler esercitare il proprio diritto di prelazione proporzionalmente alla quota detenuta o su tutta la quota nel caso gli altri soci non abbiano esercitato il loro diritto di prelazione.

- Qualora il prezzo o corrispettivo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, le parti provvederanno alla nomina di unico arbitratore che stabilirà il prezzo di cessione con criteri equi ed obiettivi, tenendo conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato nonché del prezzo e delle condizioni offerti dal potenziale acquirente, ove egli appaia di buona fede, e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie.

- In caso di prelazione esercitata da uno o più soci, le quote offerte saranno ripartite fra essi in proporzione al valore della quota dagli stessi posseduta.

- Decorso il termine di trenta giorni dalla data di ricevimento della lettera che informa del trasferimento, senza che i soci abbiano esercitato l'acquisto, l'alienante sarà libero di cedere la propria quota a chiunque desideri.

In caso di morte di un socio, gli eredi o aventi causa dovranno ottenere il gradimento degli altri soci, che dovrà essere espresso con decisione dei soci che rappresentino il 65% del capitale sociale da adottarsi ai sensi del successivo Titolo Iv entro centottanta giorni dall'evento. Nel caso il gradimento venga rifiutato la quota del defunto sarà liquidata agli eredi sulla base del valore risultante dalla situazione patrimoniale redatta alla data dell'apertura della successione entro 24 mesi dalla data di apertura della successione.

Art. 7. La società ha facoltà di acquisire dai soci, anche non in proporzione alle rispettive quote, mutui, prestiti, finanziamenti e in genere fondi con obbligo di rimborso nei limiti e con i criteri stabiliti dalla normativa vigente al momento dell'apporto affinché tale acquisizione di fondi non sia considerata raccolta di risparmio tra il pubblico.

Tali somme saranno infruttifere di interessi, qualora non vi sia contraria pattuizione risultante da atto scritto.

Art. 8. Ai sensi e con le modalità previste dall'articolo 2483 codice civile, la società può emettere titoli di debito al portatore o nominativi.

L'emissione deve essere deliberata con decisione dell'Assemblea dei soci che delibererà con i quorum previsti dall'art. 16 del presente statuto e determinerà la natura, il prezzo, il tasso di interesse, le condizioni di emissione e di rimborso e tutte le altre condizioni che saranno necessarie.

Titolo IV: Decisioni dei soci - Assemblea

Art. 9. I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dal Codice Civile, dal presente Statuto nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione. ¹

Salvo quanto previsto dall'art. 2479 4° comma le decisioni dei soci possono essere adottate, oltre che in forma assembleare, mediante consenso espresso per iscritto.

Il metodo di adozione delle decisioni è stabilito dall'organo amministrativo.

Art. 10. Il consenso espresso per iscritto indica qualsiasi ipotesi di decisione adottata al di fuori dell'adunanza assembleare. Esso consiste in una dichiarazione resa da ciascun socio con esplicito e chiaro riferimento all'argomento oggetto della proposta di decisione, del quale il socio consenziente dichiara di essere sufficientemente informato. I consensi possono essere trasmessi con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento.

La decisione dei soci si intende formata soltanto qualora pervengano alla società, nelle forme sopraindicate ed entro dieci giorni dal ricevimento della prima comunicazione, i consensi di tanti soci che raggiungano il quorum deliberativo previsto al successivo art. 16.

L'organo amministrativo deve raccogliere i consensi scritti ricevuti e comunicarne il risultato a tutti i soci, a tutti gli amministratori, sindaci e revisore, se nominati, indicando:

- i soci favorevoli, contrari o astenuti nonché la quota di capitale da ciascuno rappresentata;
- la data in cui si è formata la decisione, che coincide con la scadenza del termine fissato nella proposta;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi soci.

Le decisioni dei soci adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

I documenti pervenuti alla società e recanti l'espressione della volontà dei soci devono essere conservati dalla società.

Art. 11. L'Assemblea è convocata dall'organo amministrativo nella sede sociale o altrove, purché in territorio di paese appartenente alla Unione Europea, secondo quanto sarà indicato nell'avviso di convocazione.

L'avviso, inviato almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza, potrà contenere anche la data dell'eventuale seconda convocazione e potrà essere inviato anche mediante fax, messaggio di posta elettronica, purché in tale ultimo caso sia disponibile l'avviso di lettura da parte del destinatario o qualunque altro mezzo che garantisca la prova dell'avvenuto ricevimento.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita.

L'Assemblea è validamente costituita, anche in mancanza di avviso di convocazione, quando è rappresentato l'intero capitale sociale, quando sono presenti o informati tutti gli Amministratori e tutti i Sindaci effettivi, se nominati, e nessuno si oppone alla trattazione degli argomenti all'ordine del giorno. Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, devono rilasciare una dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere stati informati della riunione.

Nell'ipotesi di cui al precedente comma dovrà essere data tempestiva comunicazione delle deliberazioni assunte ai componenti dell'organo amministrativo e di controllo non presenti.

Art. 12. Hanno diritto di intervenire all'assemblea i soci che alla data dell'assemblea stessa risultino iscritti nel libro dei soci.

I soci possono farsi rappresentare, mediante delega scritta, da altri soci o da terzi.

La delega può essere conferita per una sola assemblea, con effetto anche per le successive convocazioni, oppure per più assemblee.

Art. 13. L'assemblea è presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o dall'Amministratore Unico o, in sua assenza, da altra persona scelta dai soci presenti.

Il Presidente è assistito da un Segretario nominato dall'Assemblea.

Art. 14. L'assemblea viene convocata almeno una volta all'anno, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio. Viene inoltre convocata quando lo richiedono uno o più Amministratori o un numero di soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale.

Qualora ricorrano le condizioni di legge l'assemblea potrà essere convocata entro 180 giorni dalla chiusura dell'esercizio.

Art. 15. I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dal codice civile oltre che dal presente Statuto.

Sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina dell'organo amministrativo;
- c) l'eventuale nomina dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;
- d) le modificazioni dell'atto costitutivo;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modifica dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- f) la determinazione dei provvedimenti ai sensi dell'articolo 2482-bis;
- g) lo scioglimento anticipato della società;
- h) la nomina dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione;
- i) la revoca dello stato di liquidazione;
- l) l'approvazione della proposta di concordato preventivo o fallimentare;
- m) la domanda di ammissione ad amministrazione controllata;
- n) l'emissione di titoli di debito;
- o) acquisto o cessioni di partecipazioni;

- p) rilascio di garanzie di qualunque natura;
- q) richiesta di finanziamenti.

Le deliberazioni dell'assemblea sono constatate da processo verbale redatto senza indugio e firmato dal presidente e dal segretario. Nei casi di legge e quando l'organo amministrativo lo ritiene opportuno, il verbale è redatto da notaio, scelto da chi presiede l'assemblea. Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e le quote di partecipazione rappresentate da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti.

Art. 16. L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino, in proprio o per delega, la maggioranza del capitale sociale.

Con riferimento alle materie di cui alle lettere da d) a q), comprese, dell'articolo 15 l'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino, in proprio o per delega, almeno il 65% del capitale sociale in prima convocazione ed almeno il 60% in seconda convocazione.

L'assemblea delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale fatto salvo che per le materie di cui alle lettere da d) a q), comprese, dell'articolo 15 per le quali è richiesto il voto favorevole di tanti soci che rappresentino il 65% del capitale sociale in prima convocazione e del 60% del capitale sociale in seconda convocazione.

Restano comunque salve le disposizioni di legge che per particolari decisioni richiedessero maggioranze specifiche.

Art. 17. L'assemblea si potrà tenere, nel rispetto delle norme di legge del metodo collegiale e dei principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci, anche in più luoghi, siano essi contigui o distanti, purchè questi luoghi siano tra loro audio e/o video collegati e con l'osservanza delle seguenti condizioni (che dovranno constare dai relativi verbali):

- che vengano indicati nell'avviso di convocazione dell'assemblea (salvo che questa sia totalitaria) i luoghi audio-video collegati nei quali gli aventi diritto a partecipare all'assemblea potranno affluire;
- che il soggetto verbalizzante ed il Presidente dell'assemblea si trovino in un medesimo luogo;
- che sia possibile per il Presidente dell'Assemblea, anche a mezzo dell'ufficio di presidenza, accertare la identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dei lavori assembleari, constatare e proclamare i risultati di ciascuna votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante percepire in modo adeguato ed immediato gli eventi oggetto della sua attività di verbalizzazione;
- che sia possibile per gli intervenuti partecipare in modo adeguato all'assemblea, anche se da diversi luoghi tra loro audio-video collegati, ascoltando, intervenendo e partecipando alle votazioni simultanee sugli argomenti all'Ordine del Giorno.

Titolo V: Amministrazione

Art. 18. La Società è amministrata da un Consiglio di Amministrazione composto da un minimo di tre ad un massimo di cinque membri, oppure da un Amministratore Unico.

La nomina degli amministratori, che spetta all'assemblea, può essere fatta anche a tempo indeterminato fino a revoca o dimissioni. Essi sono rieleggibili e possono essere non soci.

Agli amministratori potrà essere assegnato un emolumento annuo, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinato annualmente dall'assemblea. Agli amministratori spetta inoltre il rimborso delle spese sostenute per l'esercizio della loro carica. L'assemblea potrà inoltre stabilire un'indennità di fine rapporto.

Art. 19. Qualora l'organo amministrativo sia rappresentato da un Consiglio, spetta all'assemblea eleggere tra i membri dello stesso Consiglio un Presidente.

Il Presidente è rieleggibile. Il Consiglio può nominare un Segretario, il quale può essere scelto all'infuori dei suoi membri.

Se per dimissioni o per altra causa viene a mancare più della metà degli Amministratori in carica anche gli altri Amministratori si intendono dimissionari e deve convocarsi di urgenza l'assemblea per la totale ricostituzione del Consiglio.

Art. 20. Quando l'organo amministrativo è rappresentato da un Consiglio esso si raduna, presso la sede sociale o altrove, purchè in territorio di paese appartenente alla Unione Europea, tutte le volte che il Presidente, o chi ne fa le veci, lo ritenga opportuno, oppure quando ne sia fatta richiesta al Presidente da almeno due Amministratori o da un Sindaco, se nominati.

Le convocazioni saranno fatte dal Presidente nel luogo indicato nell'avviso di convocazione a mezzo lettera raccomandata, fax, posta elettronica, purché in tale ultimo caso sia disponibile l'avviso di lettura da parte del destinatario, o qualunque altro mezzo che garantisca la prova dell'avvenuto ricevimento spedita a ciascun amministratore almeno cinque giorni prima dell'adunanza - salvo i casi di urgenza in cui basterà il preavviso telegrafico di due giorni - indicando l'ordine del giorno.

Per la validità delle deliberazioni è necessaria la presenza ed il voto favorevole della maggioranza degli Amministratori in carica. In caso di parità di voti è preponderante il voto del Presidente.

Le riunioni del Consiglio di amministrazione potranno tenersi anche in audio e/o video conferenza purchè con l'osservanza delle condizioni previste all'art. 17 del presente statuto.

Le decisioni degli amministratori possono essere adottate mediante consenso espresso per iscritto sulle questioni all'ordine del giorno a mezzo lettera, telegramma, telex o telefax.

Una decisione presa per iscritto, approvata e firmata da tutti gli amministratori produrrà effetto allo stesso titolo di una decisione presa ad una riunione del consiglio di amministrazione.

Art. 21. L'organo amministrativo gestisce la Società ed è investito dei più ampi poteri per la gestione della società e potrà pertanto compiere tutte le operazioni necessarie per il raggiungimento dell'oggetto sociale, fatta eccezione per le decisioni sulle materie riservate ai soci dalla legge o dall'articolo 15 del presente Statuto.

Art. 22. La firma sociale e la rappresentanza della Società di fronte ai terzi ed in giudizio di qualsiasi grado sono devolute al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico.

Nel caso in cui l'organo amministrativo sia rappresentato da un Consiglio di Amministrazione, lo stesso potrà nominare tra i suoi membri uno o più Amministratori Delegati fissando le attribuzioni e retribuzioni a norma di legge.

L'organo amministrativo potrà nominare Procuratori Speciali per determinati atti o categorie di atti.

La rappresentanza della società spetta pure agli eventuali consiglieri delegati e/o procuratori nei limiti della delega a loro conferita.

Art. 23. Gli amministratori non sono tenuti all'osservanza del divieto di concorrenza sancito dall'art. 2390 c.c.

Titolo VI: Collegio sindacale - Controllo contabile

Art. 24. Quando la legge prevede l'obbligo della presenza del collegio sindacale, esso esercita anche il controllo contabile ed è composto da tre sindaci effettivi e due supplenti, nominati e funzionanti a norma di legge.

I Sindaci durano in carica tre esercizi e sono rieleggibili.

L'Assemblea che nomina i Sindaci e il Presidente del Collegio Sindacale determina il compenso loro spettante.

Quando non ricorrano obblighi di legge l'Assemblea dei soci ha facoltà di nominare un collegio sindacale od un revisore contabile con le stesse funzioni, poteri e doveri del collegio sindacale.

Titolo VII: Bilancio ed utili

Art. 25. L'esercizio sociale si chiude al 31 dicembre di ogni anno.

L'organo amministrativo provvede, entro i termini e sotto l'osservanza delle disposizioni di legge, alla compilazione del bilancio annuale.

Il bilancio deve essere presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro centottanta giorni qualora ricorrano le condizioni di cui al secondo comma dell'articolo 2364: in quest'ultimo caso l'organo amministrativo deve segnalare nella relazione sulla gestione le ragioni della dilazione.

Art. 26. Sugli utili netti risultanti dal Bilancio viene dedotto il 5% da assegnare alla riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale. Gli eventuali residui utili netti verranno ripartiti fra i soci in proporzione delle quote possedute. E' fatta salva - tranne che per il 5% da destinarsi alla riserva legale - ogni altra disposizione che possa essere presa dall'Assemblea dei soci.

Titolo VIII: Scioglimento e liquidazione

Art. 27. Addivenendosi per qualsiasi motivo allo scioglimento, le norme per la liquidazione e la nomina del o dei liquidatori saranno stabilite dall'Assemblea dei soci, osservate le disposizioni di legge.

Titolo IX: Clausola compromissoria

Art. 28. Ai sensi dell'articolo 34 e seguenti del decreto legislativo 17 gennaio 2003, n. 5 e successive modifiche e/o integrazioni, sono devolute alla decisione di un Collegio Arbitrale tutte le controversie aventi ad oggetto diritti disponibili relativi al contratto sociale ed, in particolare, quelle:

1. insorgenti tra i soci;
2. insorgenti tra i soci e la società;
3. promosse da amministratori e sindaci o nei loro confronti;
4. relative alla validità delle delibere assembleari;
5. relative all'interpretazione e applicazione dell'atto costitutivo.

Il Collegio Arbitrale, composto da tre membri, è nominato, entro trenta giorni dalla richiesta, dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti di Brescia su istanza della parte più diligente. Dopo la nomina i tre arbitri provvedono a designare il Presidente del Collegio.

Entro novanta giorni dalla costituzione il Collegio arbitrale decide a maggioranza dei membri secondo equità con lodo non impugnabile, inteso come espressione della volontà negoziale delegata dalle parti.

Quando decide sulla validità delle delibere assembleari al Collegio Arbitrale compete sempre il potere di disporre, con ordinanza non reclamabile, la sospensione dell'efficacia della delibera.

Il Collegio Arbitrale stabilisce a chi fa carico il costo dell'arbitrato o le eventuali modalità di ripartizione dello stesso.

Titolo X: Disposizioni generali

Art. 29. Per quanto non è espressamente contemplato nel presente Statuto si fa riferimento alle disposizioni in materia contenute nel Codice Civile ed alle leggi speciali.»

Dixième résolution

L'assemblée décide de conférer à Monsieur Vigilio Prandelli, prénommé, tous pouvoirs en vue d'accomplir toutes les formalités nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches qui seront requises par les autorités italiennes en vue d'obtenir l'approbation des résolutions prises ci-avant et, en général, de signer tous documents et d'entreprendre quelque démarche que les autorités compétentes pourront requérir en relation à l'application des résolutions prises ci-avant, en ce compris, le cas échéant, les modifications qui pourraient être apportées aux statuts de la société.

En outre, Monsieur Vigilio Prandelli est autorisé à entreprendre toute procédure nécessaire et à exécuter et à fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre des Entreprises («Registro Imprese») de Brescia, ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer, d'une part, la continuation de la société en tant que société de droit italien et d'autre part la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

Tous pouvoirs sont en outre conférés au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie auprès du Registre des Entreprises («Registro Imprese») de Brescia.

Tous documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus à son ancien siège social à Luxembourg.

Onzième résolution

L'assemblée décide de soumettre les cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième et dixième résolutions prises ci-avant à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société et de son inscription en Italie auprès du Registre des Entreprises («Registro Imprese») de Brescia.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en français suivi d'une traduction en italien. En cas de divergences entre le texte français et le texte italien, le texte français fait foi.

Et après lecture faite de tout ce qui précède aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la version italienne du texte qui précède:

L'anno duemilasette, Il giorno diciassette dicembre.

Avanti a me, dottor Jacques Delvaux, Notaio a Lussemburgo, Granducato di Lussemburgo.

Si è riunita l'assemblea generale straordinaria degli azionisti della società per azioni LUMENFLON INTERNATIONAL S.A., con sede legale in L-1653 Lussemburgo, 2, avenue Charles de Gaulle, iscritta presso il registro del commercio e delle società di Lussemburgo, alla sezione B, con il numero 77.256, costituita in data 31 luglio 2000 con atto a rogito del notaio Joseph Elvinger, Notaio a Lussemburgo, pubblicato nel «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C» numero 24 del 13 gennaio 2001, il cui statuto è stato modificato con atto dello stesso notaio, in data 22 dicembre 2000, pubblicato nel «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C» numero 706 del 31 agosto 2001.

L'assemblea è presieduta dal Signor Reno Maurizio Tonelli, 2, avenue Charles de Gaulle a Lussemburgo.

Il presidente nomina come segretaria la Signora Carine Grundheber, 2, avenue Charles de Gaulle a Lussemburgo.

L'assemblea sceglie come scrutatore la Signora Vania Baravini, 2, avenue Charles de Gaulle a Lussemburgo.

Il presidente prega il notaio di prendere atto di quanto segue:

I.- Gli azionisti presenti o rappresentati e il numero di azioni detenuto da ognuno di essi sono riportati su una lista di presenza. Questa lista e le deleghe firmate dai comparanti e dal notaio, saranno allegare al presente atto con il quale saranno registrate.

II.- Da tale lista di presenza, si evince che le 397.792 (trecentonovantasettemilasettecentonovantadue) azioni di valore nominale pari ad EUR 5,- (cinque euro) cadauna, rappresentative dell'integralità del capitale sociale elevantesi ad EUR 1.988.960,- (un milione novecentottantottomilanovecentosessanta/00 euro), sono tutte rappresentate alla presente assemblea generale straordinaria, cosicché può valevolmente deliberare su tutti i punti all'ordine del giorno, di cui gli azionisti sono stati preventivamente messi a conoscenza.

III.- L'ordine del giorno dell'assemblea è il seguente:

Ordine del giorno:

1. Approvazione di una situazione contabile intermedia al 14 dicembre 2007.

2. Copertura delle perdite, soppressione del valore nominale delle quote e riduzione del capitale sociale ad EUR 100.000,- (centomila/00 euro), la differenza essendo destinata ad una riserva libera, lo scopo della riduzione essendo di adattare i mezzi finanziari della società alle sue future attività.

3. Trasformazione della società anonima di diritto lussemburghese in società a responsabilità limitata e cambiamento della denominazione sociale della società che sarà denominata LUMENFLON INTERNATIONAL S.à r.l.

4. Dimissioni degli amministratori e del sindaco attualmente in carica, scarico di responsabilità per l'esecuzione del loro mandato fino alla data odierna e nomina del nuovo amministratore unico della società.

5. Trasferimento della sede legale e statutaria della società da L-1653 Lussemburgo, 2, avenue Charles de Gaulle, a Brandico (Brescia, Italia) e adozione da parte della società a responsabilità limitata della nazionalità italiana previa iscrizione della società presso il Registro Imprese di Brescia.

6. Dimissioni dell'amministratore unico attualmente in carica e scarico di responsabilità per l'esecuzione del suo mandato fino alla data odierna.

7. Cambiamento della denominazione sociale della società che sarà denominata LUMENFLON HOLDING S.R.L.

8. Nomina del Signor Prandelli Vigilio, nato a Lumezzane (Brescia-Italia) il 2 agosto 1952, residente a Concesio (Brescia-Italia) Via E. Mattei n.2, codice fiscale n° PRNVGL52M02E738M, cittadino italiano quale amministratore unico.

9. Rifacimento completo dello statuto al fine di adeguarlo alla legislazione italiana.

10. Conferimento di poteri.

11. Radiazione della società dal Registro del Commercio e delle Società appena questa sarà iscritta presso il Registro Imprese di Brescia.

12. Vari.

Quanto sopra essendo stato stabilito e riconosciuto esatto dall'assemblea, gli azionisti, all'unanimità, decidono quanto segue:

Prima delibera

L'assemblea decide di approvare una situazione contabile intermedia della società al 14 dicembre 2007, come predisposta dal consiglio di amministrazione della società.

Una copia di questa situazione contabile, firmata ne varietur dai componenti, verrà allegata al presente atto di cui farà parte integrante.

Seconda delibera

L'assemblea decide di sopprimere il valore nominale delle azioni e di ridurre il capitale sociale a concorrenza di EUR 101.687,30 (centounomilasei-centottantasette/30 euro) per portarlo dal suo ammontare attuale di EUR 1.988.960,- (unmilioneovecentottantottomilanovecentosessanta/00 euro), interamente sottoscritto e versato, a EUR 1.887.272,70 (unmilioneottocentottantasettemiladuecentosettantadue/70 euro), riducendo il valore contabile delle azioni, al fine di coprire tutte le perdite esistenti risultanti dalla situazione contabile intermedia stabilita al 14 dicembre 2007.

L'assemblea decide inoltre di ridurre il capitale sociale a concorrenza di EUR 1.787.272,70 (unmilionesettecentottantasettemiladuecentosettantadue/70 euro) per portarlo dal suo nuovo ammontare di EUR 1.887.272,70 (unmilioneottocentottantasettemiladuecentosettantadue/70 euro) a EUR 100.000,- (centomila/00 euro), riducendo il valore contabile delle azioni, l'ammontare di EUR 1.787.272,70 (unmilionesettecentottantasettemila-duecentosettantadue/70 euro) essendo destinato ad una riserva libera, lo scopo della riduzione essendo di adattare i mezzi finanziari della società alle sue future attività.

Terza delibera

L'assemblea decide di trasformare la forma della società la quale da società anonima diventa società a responsabilità limitata di diritto lussemburghese.

L'assemblea decide di cambiare di conseguenza la denominazione sociale della società in LUMENFLON INTERNATIONAL S. à r. l. e di stabilire il nuovo statuto della società come segue:

«STATUTS

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de LUMENFLON INTERNATIONAL S. à r. l.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 100.000,- (cent mille euros) représenté par 397.792 (trois cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent quatre-vingt-douze) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle d'un gérant.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.»

Quarta delibera

L'assemblea decide di accettare le dimissioni degli amministratori e del sindaco attualmente in carica e di concedere loro scarico di responsabilità per l'esecuzione del loro mandato fino alla data odierna.

L'assemblea decide di nominare quale nuovo amministratore unico della società il Signor John Seil, «licencié en sciences économiques appliquées», nato il 28 settembre 1948 a Lussemburgo, residente per la carica al 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Lussemburgo.

Quinta delibera

L'assemblea decide di trasferire la sede legale e statutaria della società da L-1653 Lussemburgo, 2, avenue Charles de Gaulle, al 14, Via Einaudi, Z.I. Bettolino, 25030 Brandico (BS), Italia, e di farle adottare la nazionalità, lo statuto e la forma di una società a responsabilità limitata di diritto italiano, previa iscrizione della società presso il Registro Imprese di Brescia.

L'assemblea prende atto del fatto che nessun prestito obbligazionario è stato emesso dalla Società e che pertanto l'accordo degli obbligazionisti non è richiesto in relazione ai cambiamenti previsti.

Prende atto inoltre del fatto che nessuna quota senza diritto di voto è stata emessa dalla Società e che la decisione relativa al cambiamento della nazionalità viene presa all'unanimità dai soci esistenti.

Prende atto ugualmente, di quanto segue:

- che l'imposta di registro e tutte le altre imposte previste dalla legge lussemburghese sono state debitamente corrisposte alle autorità competenti;
- che la società ha rispettato tutte le disposizioni fiscali previste dalla legge lussemburghese;
- che il trasferimento della sede in Italia e il cambiamento della nazionalità della Società non avranno in nessun caso per effetto, né sul piano fiscale né su quello legale, la costituzione di una nuova società e l'assemblea constata che questa risoluzione viene presa conformemente all'articolo 199 della legge 10 agosto 1915, sulle società commerciali, come modificata conformemente alla Direttiva del Consiglio della CEE del 17 luglio 1969 no. 335 e le disposizioni degli articoli 4 e 50 del DPR del 26 aprile 1986, numero 131 e tutte le relative disposizioni.

Sesta delibera

L'assemblea decide di cambiare la denominazione sociale della società italiana in LUMENFLON HOLDING S.R.L.

Settima delibera

L'assemblea decide di accettare le dimissioni dell'amministratore attualmente in carica e di concedergli scarico di responsabilità per l'esecuzione del suo mandato fino alla data odierna.

Ottava delibera

L'assemblea decide di nominare, per una durata indeterminata, con i poteri conferitigli dal nuovo statuto, salvo revoca o dimissioni, il Signor Vigilio Prandelli, nato a Lumezzane (BS), Italia, il 2 agosto 1952, residente a Concesio (BS), Italia, codice fiscale: PRNVGL52M02E738M, quale amministratore unico della società.

L'assemblea decide inoltre che gli emolumenti dell'amministratore unico verranno stabiliti dalla prossima assemblea dei soci che si riunirà in Italia.

Nona delibera

L'assemblea decide di procedere al rifacimento completo dello statuto al fine di adeguarlo alla legislazione italiana, e di conferirgli il seguente tenore:

«STATUTO

Statuto della società LUMENFLON HOLDING S.R.L.

Titolo I: Costituzione - Sede - Durata

Art. 1. E' costituita una Società a responsabilità limitata denominata LUMENFLON HOLDING S.R.L.

Art. 2. La Società ha sede nel comune di Brandico (BS) all'indirizzo risultante da apposita iscrizione nel registro delle imprese.

Il domicilio legale di ogni socio per quello che concerne i rapporti con la Società è quello risultante dal libro dei soci.

Art. 3. La durata della Società è stabilita sino al 31 dicembre 2050 e potrà essere prorogata o anticipatamente sciolta per deliberazione dell'assemblea.

Titolo II: Oggetto

Art. 4. La società ha per oggetto nei limiti e con le forme di legge:

2) l'attività di assunzione, detenzione e gestione di partecipazioni ed interessenze in altre società, imprese, consorzi ed associazioni di qualsiasi genere in Italia o all'Estero, non nei confronti del pubblico.

Nell'ambito della predetta attività la società ha altresì ad oggetto, sempre non nei confronti del pubblico, l'esercizio delle attività di:

- concessione di finanziamenti
- servizi di incasso, pagamento e trasferimento fondi, con conseguente addebito e accredito dei relativi oneri ed interessi
- coordinamento tecnico, finanziario ed amministrativo delle società, enti, imprese, consorzi e associazioni partecipate o comunque appartenenti allo stesso gruppo
- l'acquisto, la dismissione e la concessione di beni o diritti, anche relativi a beni immateriali e in genere a patrimoni intellettuali, che possono consentire e agevolare l'attività e lo sviluppo di società, enti, imprese, consorzi e associazioni in cui partecipa o comunque appartenenti al gruppo.

E' espressamente escluso dall'attività statutaria il rilascio di garanzie, sia pure nell'interesse di società partecipate, ma a favore di terzi, laddove tale attività non abbia carattere residuale e non sia svolta in via strettamente strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale.

E' espressamente esclusa dall'attività sociale la raccolta del risparmio tra il pubblico e la vendita mediante offerta al pubblico di strumenti finanziari disciplinati dal T.u.i.f. (D. Lgs. 24/02/1998 n.58), nonché l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di assunzione di partecipazioni, di concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, di prestazione di servizi di pagamento e di intermediazione in cambi ed ogni altra attività di cui all'art.106 T.U.L.B. (D. Lgs 1/9/1993 n.385)

E' altresì esclusa qualsiasi attività che sia riservata agli iscritti in albi professionali previsti dal D. Lgs. 1/9/1993 n.385)

2) La concessione in locazione di beni immobili o la prestazione di servizi connessi all'utilizzo di strutture immobiliari a favore di società controllate e collegate, o a favore anche di terzi;

Ai fini del conseguimento dell'oggetto sociale la società può inoltre effettuare tutte le operazioni mobiliari ed immobiliari, ed ogni altra attività che sarà ritenuta necessaria od utile nonchè concedere garanzie reali o personali, anche a titolo gratuito sia nel proprio interesse che a favore di terzi, anche non soci.

Titolo III: Capitale sociale, finanziamenti soci, titoli di debito

Art. 5. Il capitale sociale è di euro 100.000,- (centomila/00). Esso è diviso in quote ai sensi di legge. Le quote sono divisibili e in caso di comproprietà di una quota i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune.

Il capitale sociale potrà essere aumentato a norma di legge.

I soci hanno diritto di sottoscrivere gli aumenti di capitale da liberarsi mediante nuovi conferimenti in misura proporzionale alle partecipazioni dagli stessi possedute.

Possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento a pagamento del capitale, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, compresi la prestazione d'opera o di servizi a favore della società; la deliberazione di aumento del capitale deve stabilire le modalità del conferimento: in mancanza di qualsiasi indicazione il conferimento deve farsi in denaro.

Il conferimento può anche avvenire mediante la prestazione di una polizza di assicurazione o di una fideiussione bancaria con cui vengono garantiti, per l'intero valore ad essi assegnato, gli obblighi assunti dal socio aventi per oggetto la prestazione d'opera o di servizi a favore della società. In tal caso la polizza o la fideiussione possono essere sostituite dal socio con il versamento a titolo di cauzione del corrispondente importo in denaro presso la società.

Art. 6. I diritti sociali spettano ai soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

Il trasferimento delle quote per atto tra vivi sarà soggetto alle seguenti limitazioni:

- il socio che intende trasferire tutta o parte della propria quota dovrà offrirla in prelazione a tutti gli altri soci iscritti nel registro dei soci, proporzionalmente alla percentuale di partecipazione al capitale sociale detenuta. Tale socio dovrà inviare preventiva comunicazione, mediante lettera raccomandata con ricevuta di ritorno, a tutti i soci ed all'organo amministrativo; agli altri soci spetta (a parità di prezzo e di condizioni con i terzi offerenti), il diritto di prelazione su tutte le quote da trasferire, in proporzione alla quota dagli stessi posseduta.

- Questa comunicazione dovrà contenere tutti gli elementi dell'offerta, il nome degli eventuali acquirenti, i criteri che hanno determinato la valutazione della quota da trasferire ed ogni patto contrattuale.

- Il socio che intende acquistare la quota offerta dovrà, entro il termine di trenta giorni dalla data di ricevimento della comunicazione scritta, confermare, tramite lettera raccomandata con ricevuta di ritorno indirizzata al cedente e dandone comunicazione per conoscenza agli altri soci ed all'organo amministrativo, di voler esercitare il proprio diritto di prelazione proporzionalmente alla quota detenuta o su tutta la quota nel caso gli altri soci non abbiano esercitato il loro diritto di prelazione.

- Qualora il prezzo o corrispettivo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, le parti provvederanno alla nomina di unico arbitratore che stabilirà il prezzo di cessione con criteri equi ed obiettivi, tenendo conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato nonché del prezzo e delle condizioni offerti dal potenziale acquirente, ove egli appaia di buona fede, e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie.

- In caso di prelazione esercitata da uno o più soci, le quote offerte saranno ripartite fra essi in proporzione al valore della quota dagli stessi posseduta.

- Decorso il termine di trenta giorni dalla data di ricevimento della lettera che informa del trasferimento, senza che i soci abbiano esercitato l'acquisto, l'alienante sarà libero di cedere la propria quota a chiunque desideri.

In caso di morte di un socio, gli eredi o aventi causa dovranno ottenere il gradimento degli altri soci, che dovrà essere espresso con decisione dei soci che rappresentino il 65% del capitale sociale da adottarsi ai sensi del successivo Titolo Iv entro centottanta giorni dall'evento. Nel caso il gradimento venga rifiutato la quota del defunto sarà liquidata agli eredi

sulla base del valore risultante dalla situazione patrimoniale redatta alla data dell'apertura della successione entro 24 mesi dalla data di apertura della successione.

Art. 7. La società ha facoltà di acquisire dai soci, anche non in proporzione alle rispettive quote, mutui, prestiti, finanziamenti e in genere fondi con obbligo di rimborso nei limiti e con i criteri stabiliti dalla normativa vigente al momento dell'apporto affinché tale acquisizione di fondi non sia considerata raccolta di risparmio tra il pubblico.

Tali somme saranno infruttifere di interessi, qualora non vi sia contraria pattuizione risultante da atto scritto.

Art. 8. Ai sensi e con le modalità previste dall'articolo 2483 codice civile, la società può emettere titoli di debito al portatore o nominativi.

L'emissione deve essere deliberata con decisione dell'Assemblea dei soci che delibererà con i quorum previsti dall'art. 16 del presente statuto e determinerà la natura, il prezzo, il tasso di interesse, le condizioni di emissione e di rimborso e tutte le altre condizioni che saranno necessarie.

Titolo IV: Decisioni dei soci - Assemblea

Art. 9. I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dal Codice Civile, dal presente Statuto nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione. ²

Salvo quanto previsto dall'art. 2479 4^o comma le decisioni dei soci possono essere adottate, oltre che in forma assembleare, mediante consenso espresso per iscritto.

Il metodo di adozione delle decisioni è stabilito dall'organo amministrativo.

Art. 10. Il consenso espresso per iscritto indica qualsiasi ipotesi di decisione adottata al di fuori dell'adunanza assembleare. Esso consiste in una dichiarazione resa da ciascun socio con esplicito e chiaro riferimento all'argomento oggetto della proposta di decisione, del quale il socio consenziente dichiara di essere sufficientemente informato. I consensi possono essere trasmessi con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento.

La decisione dei soci si intende formata soltanto qualora pervengano alla società, nelle forme sopraindicate ed entro dieci giorni dal ricevimento della prima comunicazione, i consensi di tanti soci che raggiungano il quorum deliberativo previsto al successivo art. 16.

L'organo amministrativo deve raccogliere i consensi scritti ricevuti e comunicarne il risultato a tutti i soci, a tutti gli amministratori, sindaci e revisore, se nominati, indicando:

- i soci favorevoli, contrari o astenuti nonché la quota di capitale da ciascuno rappresentata;
- la data in cui si è formata la decisione, che coincide con la scadenza del termine fissato nella proposta;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi soci.

Le decisioni dei soci adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

I documenti pervenuti alla società e recanti l'espressione della volontà dei soci devono essere conservati dalla società.

Art. 11. L'Assemblea è convocata dall'organo amministrativo nella sede sociale o altrove, purché in territorio di paese appartenente alla Unione Europea, secondo quanto sarà indicato nell'avviso di convocazione.

L'avviso, inviato almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza, potrà contenere anche la data dell'eventuale seconda convocazione e potrà essere inviato anche mediante fax, messaggio di posta elettronica, purché in tale ultimo caso sia disponibile l'avviso di lettura da parte del destinatario o qualunque altro mezzo che garantisca la prova dell'avvenuto ricevimento.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita.

L'Assemblea è validamente costituita, anche in mancanza di avviso di convocazione, quando è rappresentato l'intero capitale sociale, quando sono presenti o informati tutti gli Amministratori e tutti i Sindaci effettivi, se nominati, e nessuno si oppone alla trattazione degli argomenti all'ordine del giorno. Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, devono rilasciare una dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere stati informati della riunione.

Nell'ipotesi di cui al precedente comma dovrà essere data tempestiva comunicazione delle deliberazioni assunte ai componenti dell'organo amministrativo e di controllo non presenti.

Art. 12. Hanno diritto di intervenire all'assemblea i soci che alla data dell'assemblea stessa risultino iscritti nel libro dei soci.

I soci possono farsi rappresentare, mediante delega scritta, da altri soci o da terzi.

La delega può essere conferita per una sola assemblea, con effetto anche per le successive convocazioni, oppure per più assemblee.

Art. 13. L'assemblea è presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o dall'Amministratore Unico o, in sua assenza, da altra persona scelta dai soci presenti.

Il Presidente è assistito da un Segretario nominato dall'Assemblea.

Art. 14. L'assemblea viene convocata almeno una volta all'anno, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio. Viene inoltre convocata quando lo richiedono uno o più Amministratori o un numero di soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale.

Qualora ricorrano le condizioni di legge l'assemblea potrà essere convocata entro 180 giorni dalla chiusura dell'esercizio.

Art. 15. I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dal codice civile oltre che dal presente Statuto.

Sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina dell'organo amministrativo;
- c) l'eventuale nomina dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore;
- d) le modificazioni dell'atto costitutivo;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modifica dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- f) la determinazione dei provvedimenti ai sensi dell'articolo 2482-bis;
- g) lo scioglimento anticipato della società;
- h) la nomina dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione;
- i) la revoca dello stato di liquidazione;
- l) l'approvazione della proposta di concordato preventivo o fallimentare;
- m) la domanda di ammissione ad amministrazione controllata;
- n) l'emissione di titoli di debito;
- o) acquisto o cessioni di partecipazioni;
- p) rilascio di garanzie di qualunque natura;
- q) richiesta di finanziamenti.

Le deliberazioni dell'assemblea sono constatate da processo verbale redatto senza indugio e firmato dal presidente e dal segretario. Nei casi di legge e quando l'organo amministrativo lo ritiene opportuno, il verbale è redatto da notaio, scelto da chi presiede l'assemblea. Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e le quote di partecipazione rappresentate da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti.

Art. 16. L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino, in proprio o per delega, la maggioranza del capitale sociale.

Con riferimento alle materie di cui alle lettere da d) a q), comprese, dell'articolo 15 l'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino, in proprio o per delega, almeno il 65% del capitale sociale in prima convocazione ed almeno il 60% in seconda convocazione.

L'assemblea delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale fatto salvo che per le materie di cui alle lettere da d) a q), comprese, dell'articolo 15 per le quali è richiesto il voto favorevole di tanti soci che rappresentino il 65% del capitale sociale in prima convocazione e del 60% del capitale sociale in seconda convocazione.

Restano comunque salve le disposizioni di legge che per particolari decisioni richiedessero maggioranze specifiche.

Art. 17. L'assemblea si potrà tenere, nel rispetto delle norme di legge del metodo collegiale e dei principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci, anche in più luoghi, siano essi contigui o distanti, purchè questi luoghi siano tra loro audio e/o video collegati e con l'osservanza delle seguenti condizioni (che dovranno constare dai relativi verbali):

- che vengano indicati nell'avviso di convocazione dell'assemblea (salvo che questa sia totalitaria) i luoghi audio-video collegati nei quali gli aventi diritto a partecipare all'assemblea potranno affluire;
- che il soggetto verbalizzante ed il Presidente dell'assemblea si trovino in un medesimo luogo;
- che sia possibile per il Presidente dell'Assemblea, anche a mezzo dell'ufficio di presidenza, accertare la identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dei lavori assembleari, constatare e proclamare i risultati di ciascuna votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante percepire in modo adeguato ed immediato gli eventi oggetto della sua attività di verbalizzazione;
- che sia possibile per gli intervenuti partecipare in modo adeguato all'assemblea, anche se da diversi luoghi tra loro audio-video collegati, ascoltando, intervenendo e partecipando alle votazioni simultanee sugli argomenti all'Ordine del Giorno.

Titolo V: Amministrazione

Art. 18. La Società è amministrata da un Consiglio di Amministrazione composto da un minimo di tre ad un massimo di cinque membri, oppure da un Amministratore Unico.

La nomina degli amministratori, che spetta all'assemblea, può essere fatta anche a tempo indeterminato fino a revoca o dimissioni. Essi sono rieleggibili e possono essere non soci.

Agli amministratori potrà essere assegnato un emolumento annuo, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinato annualmente dall'assemblea. Agli amministratori spetta inoltre il rimborso delle spese sostenute per l'esercizio della loro carica. L'assemblea potrà inoltre stabilire un'indennità di fine rapporto.

Art. 19. Qualora l'organo amministrativo sia rappresentato da un Consiglio, spetta all'assemblea eleggere tra i membri dello stesso Consiglio un Presidente.

Il Presidente è rieleggibile. Il Consiglio può nominare un Segretario, il quale può essere scelto all'infuori dei suoi membri.

Se per dimissioni o per altra causa viene a mancare più della metà degli Amministratori in carica anche gli altri Amministratori si intendono dimissionari e deve convocarsi di urgenza l'assemblea per la totale ricostituzione del Consiglio.

Art. 20. Quando l'organo amministrativo è rappresentato da un Consiglio esso si raduna, presso la sede sociale o altrove, purchè in territorio di paese appartenente alla Unione Europea, tutte le volte che il Presidente, o chi ne fa le veci, lo ritenga opportuno, oppure quando ne sia fatta richiesta al Presidente da almeno due Amministratori o da un Sindaco, se nominati.

Le convocazioni saranno fatte dal Presidente nel luogo indicato nell'avviso di convocazione a mezzo lettera raccomandata, fax, posta elettronica, purchè in tale ultimo caso sia disponibile l'avviso di lettura da parte del destinatario, o qualunque altro mezzo che garantisca la prova dell'avvenuto ricevimento spedita a ciascun amministratore almeno cinque giorni prima dell'adunanza - salvo i casi di urgenza in cui basterà il preavviso telegrafico di due giorni - indicando l'ordine del giorno.

Per la validità delle deliberazioni è necessaria la presenza ed il voto favorevole della maggioranza degli Amministratori in carica. In caso di parità di voti è preponderante il voto del Presidente.

Le riunioni del Consiglio di amministrazione potranno tenersi anche in audio e/o video conferenza purchè con l'osservanza delle condizioni previste all'art. 17 del presente statuto.

Le decisioni degli amministratori possono essere adottate mediante consenso espresso per iscritto sulle questioni all'ordine del giorno a mezzo lettera, telegramma, telex o telefax.

Una decisione presa per iscritto, approvata e firmata da tutti gli amministratori produrrà effetto allo stesso titolo di una decisione presa ad una riunione del consiglio di amministrazione.

Art. 21. L'organo amministrativo gestisce la Società ed è investito dei più ampi poteri per la gestione della società e potrà pertanto compiere tutte le operazioni necessarie per il raggiungimento dell'oggetto sociale, fatta eccezione per le decisioni sulle materie riservate ai soci dalla legge o dall'articolo 15 del presente Statuto.

Art. 22. La firma sociale e la rappresentanza della Società di fronte ai terzi ed in giudizio di qualsiasi grado sono devolute al Presidente del Consiglio di Amministrazione o all'Amministratore Unico.

Nel caso in cui l'organo amministrativo sia rappresentato da un Consiglio di Amministrazione, lo stesso potrà nominare tra i suoi membri uno o più Amministratori Delegati fissando le attribuzioni e retribuzioni a norma di legge.

L'organo amministrativo potrà nominare Procuratori Speciali per determinati atti o categorie di atti.

La rappresentanza della società spetta pure agli eventuali consiglieri delegati e/o procuratori nei limiti della delega a loro conferita.

Art. 23. Gli amministratori non sono tenuti all'osservanza del divieto di concorrenza sancito dall'art. 2390 c.c.

Titolo VI: Collegio sindacale - Controllo contabile

Art. 24. Quando la legge prevede l'obbligo della presenza del collegio sindacale, esso esercita anche il controllo contabile ed è composto da tre sindaci effettivi e due supplenti, nominati e funzionanti a norma di legge.

I Sindaci durano in carica tre esercizi e sono rieleggibili.

L'Assemblea che nomina i Sindaci e il Presidente del Collegio Sindacale determina il compenso loro spettante.

Quando non ricorrano obblighi di legge l'Assemblea dei soci ha facoltà di nominare un collegio sindacale od un revisore contabile con le stesse funzioni, poteri e doveri del collegio sindacale.

Titolo VII: Bilancio ed utili

Art. 25. L'esercizio sociale si chiude al 31 dicembre di ogni anno.

L'organo amministrativo provvede, entro i termini e sotto l'osservanza delle disposizioni di legge, alla compilazione del bilancio annuale.

Il bilancio deve essere presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro centottanta giorni qualora ricorrano le condizioni di cui al secondo comma dell'articolo 2364: in quest'ultimo caso l'organo amministrativo deve segnalare nella relazione sulla gestione le ragioni della dilazione.

Art. 26. Sugli utili netti risultanti dal Bilancio viene dedotto il 5% da assegnare alla riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale. Gli eventuali residui utili netti verranno ripartiti fra i soci in proporzione delle quote possedute. E' fatta salva - tranne che per il 5% da destinarsi alla riserva legale - ogni altra disposizione che possa essere presa dall'Assemblea dei soci.

Titolo VIII: Scioglimento e liquidazione

Art. 27. Addivenendosi per qualsiasi motivo allo scioglimento, le norme per la liquidazione e la nomina del o dei liquidatori saranno stabilite dall'Assemblea dei soci, osservate le disposizioni di legge.

Titolo IX: Clausola compromissoria

Art. 28. Ai sensi dell'articolo 34 e seguenti del decreto legislativo 17 gennaio 2003, n. 5 e successive modifiche e/o integrazioni, sono devolute alla decisione di un Collegio Arbitrale tutte le controversie aventi ad oggetto diritti disponibili relativi al contratto sociale ed, in particolare, quelle:

6. insorgenti tra i soci;
7. insorgenti tra i soci e la società;
8. promosse da amministratori e sindaci o nei loro confronti;
9. relative alla validità delle delibere assembleari;
10. relative all'interpretazione e applicazione dell'atto costitutivo.

Il Collegio Arbitrale, composto da tre membri, è nominato, entro trenta giorni dalla richiesta, dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti di Brescia su istanza della parte più diligente. Dopo la nomina i tre arbitri provvedono a designare il Presidente del Collegio.

Entro novanta giorni dalla costituzione il Collegio arbitrale decide a maggioranza dei membri secondo equità con lodo non impugnabile, inteso come espressione della volontà negoziale delegata dalle parti.

Quando decide sulla validità delle delibere assembleari al Collegio Arbitrale compete sempre il potere di disporre, con ordinanza non reclamabile, la sospensione dell'efficacia della delibera.

Il Collegio Arbitrale stabilisce a chi fa carico il costo dell'arbitrato o le eventuali modalità di ripartizione dello stesso.

Titolo X: Disposizioni generali

Art. 29. Per quanto non è espressamente contemplato nel presente Statuto si fa riferimento alle disposizioni in materia contenute nel Codice Civile ed alle leggi speciali.»

Decima delibera

L'assemblea decide di conferire i più ampi poteri al Signor Vigilio Prandelli, precitato, al fine di compiere tutte le formalità necessarie ed adempiere a tutte le pratiche che saranno richieste dalle autorità italiane al fine di ottenere l'approvazione delle risoluzioni prese qui sopra e, in generale, firmare qualsiasi documento ed adempiere a qualunque pratica che le autorità competenti dovessero richiedere in relazione all'applicazione delle risoluzioni prese qui sopra, includendo, se del caso, le modifiche che potrebbero essere apportate allo statuto della società.

Inoltre, il Signor Vigilio Prandelli è autorizzato ad adempiere a qualsiasi procedura necessaria e a sottoscrivere e fornire qualsiasi documento necessario al Ministero delle Finanze e al Registro Imprese di Brescia, così come al Registro del Commercio e delle Società di Lussemburgo e in genere qualsiasi amministrazione interessata, al fine di assicurare, da un lato, la continuità della società in quanto società di diritto italiano e dall'altro, la cessazione della società quale società di diritto lussemburghese.

Inoltre vengono conferiti i più ampi poteri al portatore di un esemplare del presente atto al fine di radiare l'iscrizione della società in Lussemburgo sulla base della prova dell'iscrizione della società in Italia presso il Registro Imprese di Brescia.

Tutti i documenti relativi alla società nel Granducato di Lussemburgo potranno, durante un periodo di cinque anni, essere ottenuti presso la vecchia sede legale a Lussemburgo.

Undicesima delibera

L'assemblea decide di sottoporre la quinta, sesta, settima, ottava, nona e decima delibere prese qui sopra, alla condizione risolutiva del rifiuto del trasferimento della sede legale della società e della sua iscrizione in Italia presso il Registro Imprese di Brescia.

Null'altro essendovi all'ordine del giorno, il presidente scioglie l'assemblea.

Di cui atto, fatto e stipulato a Lussemburgo, alla data menzionata in premessa.

Il sottoscritto Notaio constata che, a richiesta dei comparenti, il presente atto è redatto in francese ed è seguito da una traduzione in italiano. A richiesta degli stessi comparenti e in caso di divergenza tra il testo francese ed il testo italiano, fa fede il testo francese.

E datane lettura ai comparenti, questi hanno firmato con il Notaio il presente atto.

Signé: M. Tonelli, C. Grundheber, V. Baravini, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 24 décembre 2007, LAC/2007/42927. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 janvier 2008.

J. Delvaux.

Référence de publication: 2008026963/208/929.

(080026094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2008.

ING Lux Insurance International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 135.305.

L'an deux mille sept, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

ING CONTINENTAL EUROPE HOLDINGS B.V., une société de droit néerlandais, avec siège social au Amstelveenseweg 500, 1081 Amsterdam, KL, Pays-Bas, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés d'Amsterdam sous le numéro 33002024,

ici représentée par Monsieur Bruno Gossart, juriste, demeurant à Luxembourg, spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 20 décembre 2007, laquelle procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement,

agissant en sa qualité d'actionnaire unique de ING LUX INSURANCE INTERNATIONAL S.A., une société anonyme ayant son siège social 52, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date de ce jour et avant les présentes.

L'actionnaire unique, représenté comme dit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de 79.315.000 EUR (soixante dix neuf millions trois cent quinze mille euros), pour le porter de 31.000 EUR (trente et un mille euros) à 79.346.000 EUR (soixante dix neuf millions trois cent quarante six mille euros), par l'émission de 793.150 (sept cent quatre-vingt treize mille cent cinquante) actions nouvelles jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, comme suit:

- ING CONTINENTAL EUROPE HOLDINGS B.V.: 310 actions

entièrement libérées par un apport en nature consistant en 58.437 (cinquante huit mille quatre cent trente sept) actions de ING LIFE LUXEMBOURG S.A., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social 52, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 46.425, cet apport étant évalué à 79.315.000 EUR (soixante dix neuf millions trois cent quinze mille euros).

2.- Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts, qui aura la teneur suivante:

Version anglaise

The subscribed capital of the company is fixed at EUR 79,346,000 (seventy nine millions three hundred forty six thousand Euro) divided into 793,460(seven hundred ninety-three thousand four hundred sixty) shares.

Version française

Le capital souscrit de la société est fixé à 79.346.000 EUR (soixante-dix neuf millions trois-cent quarante six mille euros) représenté par 793.460 (sept cent quatre-vingt treize mille quatre cent soixante mille) actions.

Ces faits exposés et reconnus exacts, l'actionnaire unique a pris les résolutions:

Première résolution

L'actionnaire unique décide d'augmenter le capital social souscrit à concurrence d'un montant de 79.315.000 EUR (soixante dix neuf millions trois cent quinze mille euros), pour le porter de 31.000 EUR (trente et un mille euros) à 79.346.000 EUR (soixante dix neuf millions trois cent quarante six mille euros), par l'émission de 793.150 (sept cent quatre-vingt treize mille cent cinquante) actions nouvelles jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, à souscrire par ING CONTINENTAL EUROPE HOLDINGS B.V.

Intervention - Souscription - Libération

Est intervenu aux présentes, l'actionnaire unique, ING CONTINENTAL EUROPE HOLDINGS B.V., ici représenté par Monsieur Bruno Gossart, prénommé, en vertu d'une procuration dont mention ci-avant,

laquelle, par son représentant susnommé, a déclaré souscrire à l'augmentation de capital de 79.315.000 EUR (soixante dix neuf millions trois cent quinze mille euros), pour 793.150 actions et les libérer intégralement moyennant un apport en nature consistant en 58.437 (cinquante-huit mille quatre cent trente-sept) actions de la société ING LIFE LUXEMBOURG S.A., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social 52, route d'Esch, L-1470 Luxembourg,

immatriculée au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 46.425, représentant la totalité du capital social de cette dernière.

Rapport du réviseur d'entreprises

Cet apport est évalué à 79.315.000 EUR (soixante dix neuf millions trois cent quinze mille euros) et a fait l'objet d'un rapport établi par Daniel Croisé, réviseur d'entreprises, ayant comme adresse professionnelle le 2, avenue de Gaulle, L-1653 Luxembourg, conformément aux dispositions de l'article 26-1 et 32-1 de la loi sur les sociétés commerciales et qui conclut de la manière suivante:

Conclusion

«Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution in kind of EUR 79,315,000 is not at least equal to the number and the par value of the 793,150 shares to be issued.

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur des apports d'un montant de EUR 79.315.000 ne correspond pas au moins au nombre et au pair comptable des 793.150 actions à émettre en contrepartie.»

Ce rapport restera ci-annexé pour être enregistré en même temps que les présentes.

Preuve du transfert a été donnée au notaire soussigné par une inscription adéquate dans le registre des actions nominatives de la société.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'actionnaire unique décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

Version anglaise

The subscribed capital of the company is fixed at EUR 79,346,000 (seventy nine millions three hundred forty six thousand Euro) divided into 793,460 (seven hundred ninety-three thousand four hundred sixty) shares.

Version française

Le capital souscrit de la société est fixé à 79.346.000 EUR (soixante-dix neuf millions trois-cent quarante six mille euros) représenté par 793.460 (sept cent quatre-vingt treize mille quatre cent soixante mille) actions.

Requête en exonération du droit d'apport

S'agissant de l'augmentation du capital social d'une société luxembourgeoise par apport en nature de toutes les actions émises par une société de capitaux ayant son siège dans un Etat de l'Union Européenne, la société requiert expressément l'exonération du paiement du droit proportionnel d'apport sur base de l'article 4.2 de la loi du 29 décembre 1971 telle que modifiée par la loi du 3 décembre 1986, qui prévoit en pareil cas le paiement du droit fixe d'enregistrement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital au droit fixe d'enregistrement, s'élève à environ EUR 6.600.

Provision

Une somme suffisante, égale au moins au montant des frais notariaux mentionné ci-avant est d'ores et déjà provisionné, l'apport étant réalisé en nature.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une version anglaise; sur demande du même comparant, le texte anglais fera foi en cas de divergences entre les deux.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Suit la traduction anglaise:

In the year two thousand and seven, on the twenty-first of December.

Before Us, Maître Jacques Delvaux, notary public residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned,

Appeared:

ING CONTINENTAL EUROPE HOLDINGS B.V., a company incorporated under the laws of the Netherlands, with registered office in Amstelveenseweg 500, 1081 Amsterdam KL, Netherlands, registered in the Amsterdam Trade and Companies Register under number 33002024

duly represented by Mr Bruno Gossart, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy dated December 20, 2007, said proxy, signed ne varietur by the appearing proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration,

acting as sole shareholder of ING LUX INSURANCE INTERNATIONAL S.A., a «société anonyme», having its registered office in 52, route d'Esch, L- 1470 Luxembourg, in course of registration with the Trade and Companies Register of Luxembourg, incorporated by deed of Me Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg on December 21th, 2007.

The sole member, represented as above stated, requested the undersigned notary to document the following:

The agenda of the meeting is the following:

1. Increase of capital in the amount of EUR 79,315,000 (seventy nine million three hundred fifteen thousand Euro) to raise it from EUR 31,000 (thirty one thousand) to EUR 79,346,000 (seventy nine million three hundred forty-six thousand Euro) by the issuance of 793,150 (seven hundred ninety-three thousand hundred fifty) new shares to be issued at par and benefiting of the same rights and advantages as the presently issued shares, to be subscribed by ING CONTINENTAL EUROPE HOLDINGS B.V.;

entirely paid in by contribution in kind of 58,437 (fifty-eight thousand four hundred thirty-seven) shares of ING LIFE LUXEMBOURG S.A., a company incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office in L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 46.425, this contribution being evaluated at EUR 79,315,000 (seventy-nine million three hundred fifteen thousand Euro).

2. Amendment of paragraph 1 of article five of the by-laws, which henceforth will read as follows:

Art. 5.

English version

The subscribed capital of the company is fixed at EUR 79,346,000 (seventy nine millions three hundred forty six thousand Euro) divided into 793,460 (seven hundred ninety-three thousand four hundred sixty) shares.

French version:

Le capital souscrit de la société est fixé à 79.346.000 EUR (soixante-dix neuf millions trois-cent quarante six mille euros) représenté par 793.460 (sept cent quatre-vingt treize mille quatre cent soixante mille) actions.

The sole shareholder decides what follows:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the issued share capital by the amount of EUR 79,315,000 (seventy nine million three hundred fifteen thousand Euro) to raise it from EUR 31,000 (thirty one thousand) to EUR 79,346,000 (seventy nine million three hundred forty-six thousand Euro) by the issuance of 793,150 (seven hundred ninety-three thousand one hundred fifty) new shares to be issued at par and benefiting of the same rights and advantages as the presently issued shares, to be subscribed by ING CONTINENTAL EUROPE HOLDINGS B.V. and entirely paid in by contribution in kind of 58,437 (fifty eight thousand four hundred thirty seven) shares of ING LIFE LUXEMBOURG S.A., this contribution being evaluated at 79,315,000 (seventy nine million three hundred fifteen thousand Euro).

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

Thereupon, the sole shareholder, ING CONTINENTAL EUROPE HOLDINGS B.V., represented by Mr. Bruno Gosart, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy, who declared to subscribe to the capital increase of EUR 79,315,000 (seventy nine million three hundred fifteen thousand Euro) for 793,150 shares and to fully paid them up by a contribution in kind consisting in 58,437 (fifty eight thousand four hundred thirty seven) shares of ING LIFE LUXEMBOURG S.A.

Report of the réviseur d'entreprises

These contributions are evaluated at EUR 79,315,000 (seventy nine million three hundred fifteen thousand Euro) and are the subject of a report established by Daniel Croisé, réviseur d'entreprises, with professional address in 2, avenue de Gaulle, L-1653 Luxembourg, in accordance with the dispositions of article 26-1 and 32-1 of the law on Commercial Companies and which concludes as follows:

Conclusion

Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution in kind of EUR 79,315,000 is not at least equal to the number and the par value of the 793,150 shares to be issued.

Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur des apports d'un montant de EUR 79.315.000 ne correspond pas au moins au nombre et au pair comptable de 793.150 actions à émettre en contrepartie.

This report will be attached and recorded together with the present deed.

Evidence has been given to the notary of the transfer of shares by the adequate registration in the register of nominative shares of the company.

Second resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the sole shareholder decides to amend the paragraph one of article 5 of the articles of incorporation to read as follows:

English version

The subscribed capital of the company is fixed at EUR 79,346,000 (seventy nine millions three hundred forty six thousand Euro) divided into 793,460 (seven hundred ninety-three thousand four hundred sixty) shares.

French version

Le capital souscrit de la société est fixé à 79.346.000 EUR (soixante-dix neuf millions trois-cent quarante six mille euros) représenté par 793.460 (sept cent quatre-vingt treize mille quatre cent soixante mille) actions.

Contribution tax exemption request

Considering that it concerns an increase of the share capital of a Luxembourg company by a contribution in kind consisting of all outstanding shares of a financial stock company (société de capitaux) having its registered office in an European Union State, the company expressly requests the pro rata fee payment exemption on basis of Article 4.2 of the Luxembourg law of December 29, 1971, as modified by the law of December 3, 1986, which provides for a fixed rate registration tax perception in such a case.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with its capital increase at the fixed rate registration tax perception, have been estimated at about EUR 6,600.

Retainer

Sufficient funds, equal at least to the amount as précised above for notarial fees are already provisionned, the contribution being made in kind.

There being no further business before the meeting, the same is thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in French followed by a English translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the French and the English texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: B. Gossart, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007. LAC/2007/44079. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): R. Jungers.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2008.

J. Delvaux.

Référence de publication: 2008026612/208/193.

(080026174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2008.

Tinfos Nizi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 69.587.

In the year two thousand seven, on the eighteenth of December.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of TINFOS NIZI S.A., a société anonyme, registered in the Luxembourg Company Register under section B number 69587 and having its registered office at 2, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg. The company was incorporated by a notarial deed of April 27, 1999, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 516 of July 7, 1999. The articles of Incorporation have been amended for the last time pursuant a notarial deed of November 27, 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 525 of July 12, 2001.

The extraordinary general meeting is presided by Mr Gjermund Roynestad, with professional address at 89E, rue Pafebruch, Capellen.

The Chairman appoints as secretary of the meeting Mr Jean-Luc Karleskind, with professional address at 89E, rue Pafebruch, Capellen, who is also elected as scrutineer by the general meeting.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

1) The agenda of the meeting is the following:

- Transfer of the registered office of the Company.
- Subsequent amendment of articles of incorporation.
- Restate of Articles of Incorporation in conformity of the new dispositions of the law of 25 August 2006.

- Miscellaneous.

II) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders, and the number of the shares held by each of them are shown on an attendance list which, signed by the shareholders or their proxies and by the bureau of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, signed *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities

III) It appears from the said attendance list that all the shares representing the entire share capital are present or represented at the meeting, which consequently is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda of which the shareholders have been duly informed before this meeting.

After deliberation, the meeting adopts unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to transfer the registered office of the Company from L-1253 Luxembourg, 2, rue Nicolas Bové to L-8308 Capellen, 89E, rue Pafebruch.

As a consequence, the first paragraph of article 3 and the first paragraph of article 15 have been modified and now read as follows:

« **Art. 3. (first paragraph).** The registered office is in Capellen.»

« **Art. 15. (first paragraph).** The annual General Meeting is held at the registered office or such place specified in the notice convening the meeting on the second Wednesday of the month of May at 4 p.m.»

Second resolution

The general meeting of shareholders resolves to amend the first paragraph of Article 6 of the Articles of Incorporation as follows:

« **Art. 6. (first paragraph).** The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company. However, in case that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.»

Third resolution

The general meeting of shareholders resolves to amend Article 11 of the Articles of Incorporation as follows:

« **Art. 11.** The board of directors may delegate the daily management to directors or to third persons who need not be shareholders of the company.»

Fourth resolution

The general meeting of shareholders resolves to amend Article 12 of the Articles of Incorporation as follows:

« **Art. 12.** The Company will be bound by the joint signature of two (2) directors or the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.»

Fifth resolution

The general meeting of shareholders resolves to amend Article 16 of the Articles of Incorporation as follows:

« **Art. 16.** The directors or the auditors may convene an Extraordinary General Meeting. It must be convened at the request of shareholders' represented one tenth of the company's capital.»

Sixth resolution

The general meeting of shareholders resolves to suppress all paragraphs concerning the authorised capital. Nothing else being on the agenda, the meeting is closed.

Whereof the present deed was drawn up in Belvaux, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with us the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le dix-huit décembre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TINFOS NIZI S.A., enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous la section B numéro 69587 et ayant son siège social au 2, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg. La société anonyme constituée suivant acte notarié du 27 avril 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 516 du 7 juillet 1999. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 27 novembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 525 du 12 juillet 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Gjermund Roynestad, avec adresse professionnelle au 89E, rue Pafebruch, Capellen.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Luc Karleskind, avec adresse professionnelle au 89E, rue Pafebruch, Capellen, qui est aussi choisi comme scrutateur.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

- Transfert du siège social.
- Modification des statuts en conséquence.
- Mise à jour des statuts conformément aux dispositions de la loi du 25 août 2006.
- Divers.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera annexée au présent acte pour être soumise à l'enregistrement en même temps.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varietur par les personnes présentes et le notaire instrumentaire, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la Société de L-1253 Luxembourg, 2, rue Nicolas Bové à L-8308 Capellen, 89 E, rue Pafebruch.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 3 et le premier alinéa de l'article 15 des statuts sont modifiés et auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 3. (premier alinéa).** Le siège de la société est établi à Capellen.»

« **Art. 15. (premier alinéa).** L'Assemblée Générale annuelle se réunit au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation, le second mercredi du mois de mai à seize heures.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts comme suit:

« **Art. 6.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsqu'il est constaté lors d'une assemblée générale des actionnaires, que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 11 des statuts comme suit:

« **Art. 11.** Le Conseil d'Administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 12 des statuts comme suit:

« **Art. 12.** La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 16 des statuts comme suit:

« **Art. 16.** Une Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée par le Conseil d'Administration ou par le (s) commissaires(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le dixième du capital social.»

Sixième résolution

L'assemblée décide de supprimer tous les alinéas relatifs au capital autorisé.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Belvaux, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. Roynestad, J.-L. Karleskind, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 24 décembre 2007. Relation: EAC/2007/16431. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 11 février 2008.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2008026609/239/157.

(080026541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2008.

Meter Service Corporation Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 92.815.

In the year two thousand and seven, on the twenty-seventh of December.

Before us Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

METER HOLDING CORPORATION S.A. (in liquidation), a public limited liability company (société anonyme), incorporated and organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, incorporated by a deed of the undersigned notary on 3 April 2003, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number C 517 of 13 May 2003, amended by a deed of the undersigned notary on 28 May 2003, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number C 751 of 16 July 2003, amended by a deed of the undersigned notary on 12 June 2003, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et des Associations number C 797 of 30 July 2003.

Here represented by Gérard Maîtrejean, lawyer, residing in Luxembourg, acting by virtue of a proxy given on 18 December 2007.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party declares to be the current shareholder of METER SERVICE CORPORATION S.à.r.l. (the «Company»), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, incorporated by a deed of the undersigned notary on 3 April 2003, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number C 482 of 5 May 2003, amended by a deed of the undersigned notary on 12 June 2003, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number C 782 of 25 July 2003, amended by a deed of the undersigned notary on 29 July 2003, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number C 989 of 25 September 2003, amended by a deed of the undersigned notary on 16 September 2003, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number C 1102 of 23 October 2003, amended by a deed of the undersigned notary on 16 July 2004, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number C 1058 of 21 October

2004, amended by a deed of the undersigned notary on 23 March 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number C 1192 of 18 June 2007, amended by a deed of the undersigned notary on 18 May 2007, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number C 1589 of 28 July 2007.

The agenda is as follows:

Agenda:

- a. Presentation of the report of the board of directors (conseil de gérance) as well as the report of the auditor relating to the interim financial statements of the Company as at 30 November 2007 or any date thereafter («Liquidation Date»);
- b. Approval of the financial statements of the Company as at the Liquidation Date;
- c. Discharge given to the directors for their duties performed from the 1st January 2007 until the Liquidation Date;
- d. Early dissolution of the Company and putting of the Company into liquidation;
- e. Appointment of a liquidator and determination of its powers; and
- f. Miscellaneous.

The shareholder requests the notary to document the following resolutions:

First resolution

The shareholder decides to approve the report of the board of directors (conseil de gérance) and the report of the auditor relating to the interim financial statements as at 30 November 2007.

Second resolution

The shareholder decides to approve the financial statements of the Company as at the Liquidation Date.

Third resolution

The shareholder decides to grant full discharge to the members of the board of directors (conseil de gérance) for the exercise of their mandates from 1st January 2007 as at the Liquidation Date.

Fourth resolution

In compliance with the Law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, the shareholder decides to dissolve the Company and to start liquidation proceedings.

Sixth resolution

The meeting decides to appoint Mr. Jean-Louis Camuzat, born in Fontenay-aux-Roses (France) on 1 September 1963, having his professional address at 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, as liquidator.

The aforesaid liquidator must realise the whole of the assets and liabilities of the Company. The liquidator is exempted from the obligation of drawing up an inventory, and may in this respect rely fully on the books of the Company, especially the financial statements drawn up as at 30 November 2007.

The liquidator may under its own responsibility and regarding special or specific transactions, delegate such part of his powers as it may deem fit, to one or several representatives.

The liquidator's signature binds validly and without limitation the company which is in the process of being liquidated.

The liquidator has the authority to perform and execute all transactions provided for in articles 144 and 145 of the Law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, without specific authorisation therefore from a general shareholder's meeting.

The liquidator may pay advances on the liquidation surplus after having paid the debts or made the necessary provisions for the payment of the debts.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on the request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and on request of the same appearing parties and in the event of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,350.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and explained to the meeting and to the members of the bureau, each and all known by the undersigned notary, the appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la version française:

En l'an deux mille sept, le vingt-sept décembre.

Par-devant, Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

METER HOLDING CORPORATION S.A. (en liquidation), une société anonyme constituée et organisée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, constituée par acte du notaire instrumentant en date du 3 avril 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro C 517 du

13 mai 2003, modifié par acte du notaire instrumentant le 28 mai 2003, publiée au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro C 751 du 16 juillet 2003, modifié par acte du notaire instrumentant le 30 juillet 2003, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro C 797 du 30 juillet 2003;

ici représentée par Gérard Maîtrejean, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 18 décembre 2007.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant déclare être le seul associé de la société METER SERVICE CORPORATION S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, constituée par acte du notaire instrumentant en date du 3 avril 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro C 482 du 5 mai 2003, modifié par acte du notaire instrumentant le 12 juin 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro C 782 du 25 juillet 2003, modifié par acte du notaire instrumentant le 29 juillet 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro C 989 du 25 septembre 2003, modifié par acte du notaire instrumentant le 16 septembre 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro C 1102 du 23 octobre 2003, modifié par acte du notaire instrumentant le 16 juillet 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro C 1058 du 21 octobre 2004; modifié par acte du notaire instrumentant le 23 mars 2007, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro C 1192 du 18 juin 2007, modifié par acte du notaire instrumentant le 18 mai 2007, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro C 1589 du 28 juillet 2007;

Que l'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour:

- a. Présentation du rapport du conseil de gérance et de l'auditeur concernant les états financiers intérimaires de la Société au 30 novembre 2007 ou toute date ultérieure (la «Date de Mise en Liquidation»);
- b. Approbation des états financiers intérimaires de la Société à la Date de Mise en Liquidation;
- c. Décharge accordée aux gérants pour l'exercice de leur mandat à compter du 1^{er} janvier 2007 jusqu'à la Date de Mise en Liquidation;
- d. Dissolution anticipée et mise en liquidation de la Société;
- e. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs;
- f. Divers.

L'associé demande au notaire de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé décide d'approuver le rapport du conseil de gérance et le rapport de l'auditeur concernant les états financiers intérimaires de la Société à la Date de Liquidation.

Deuxième résolution

L'associé décide d'approuver les états financiers de la Société à la Date de Liquidation.

Troisième résolution

L'associé décide de donner décharge aux membres du conseil de gérance pour l'exercice de leurs mandats du 1^{er} janvier 2007 jusqu'à la Date de Liquidation.

Quatrième résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée, l'associé décide de la dissolution anticipée de la Société et de sa mise en liquidation.

Sixième résolution

L'associé décide de nommer en tant que liquidateur M. Jean Louis Camuzat, né à Fontenay-aux-Roses (France), le 1^{er} septembre 1963, ayant son adresse professionnelle à 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et d'apurer le passif de la Société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et il peut se référer aux écritures de la Société, en particulier les états financiers arrêtés au 30 novembre 2007.

Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité et pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires.

Le liquidateur pourra engager la société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation.

Le liquidateur dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 et 145 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans avoir besoin d'être préalablement autorisé par l'assemblée générale des associés.

Le liquidateur pourra payer des avances sur le boni de liquidation après avoir payé les dettes ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est écrit en anglais, suivi d'une version en langue française. A la demande des mêmes comparants, il est déclaré qu'en cas de désaccord entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, de quelque nature qu'ils soient, incombant à la société à raison du présent acte, sont estimés à EUR 1.350,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: G. Maîtrejean, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2008, LAC/2008/719. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2008.

J. Delvaux.

Référence de publication: 2008026613/208/153.

(080026184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2008.

Design & Build Promotions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 154, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 103.906.

Il résulte des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 30 janvier 2008 que,

1. L'assemblée a accepté la démission Monsieur Joseph Lamparski, demeurant à L-1913 Luxembourg, 21, rue Léandre Lacroix, de la fonction d'administrateur de la société.

2. Madame Doris Lamparski, demeurant à L-5231 Sandweiler, 101, rue d'Iltzig, a été nommée à la fonction d'administrateur de la société.

Le mandat ainsi confié commence le 30 janvier 2008 pour venir à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2013.

Il résulte des résolutions du conseil d'administration tenu à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire du 30 janvier 2008 que,

1. Le conseil d'administration a accepté la démission Monsieur Joseph Lamparski, demeurant à L-1913 Luxembourg, 21, rue Léandre Lacroix, de la fonction d'administrateur délégué de la société.

2. Madame Doris Lamparski, demeurant à L-5231 Sandweiler, 101, rue d'Iltzig, a été nommée à la fonction d'administrateur délégué de la société, avec pouvoir d'engager la société en toutes circonstances par sa signature individuelle.

Luxembourg, le 30 janvier 2008.

Pour la société

D. Lamparski

Administrateur délégué

Référence de publication: 2008026207/6614/26.

Enregistré à Luxembourg, le 18 février 2008, réf. LSO-CN04318. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Repc 10 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 110.728.

*Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société
tenue à Luxembourg le 28 décembre 2007*

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire de la Société tenue le 28 décembre 2007 que:

1. M. Francois Brouxel, Avocat à la cour, né le 16 septembre 1966, à Metz, France, demeurant à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, a démissionné de ses fonctions d'administrateur A de la Société, avec effet immédiat.

2. M. Bernd Günter A. Janietz, avocat, né le 26 juillet 1948 à Golslar, Allemagne, demeurant à L-1139 Luxembourg, 50 rue des Sept Arpents, a été nommé administrateur A avec effet immédiat.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société qui sera tenue en vue d'approuver les comptes au 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008026215/280/20.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02663. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Neightilus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 129.285.

—
Extrait des résolutions des associés prises en date du 2 janvier 2008

Il résulte d'une résolution des associés prise en date du 2 janvier 2008 que les décisions suivantes ont été prises:

1. démission des gérants de la société ci-après mentionnés avec effet immédiat:

- Monsieur Maurice Wyatt: gérant A;
- Monsieur Antonius (Ton) Zwart: gérant B.

2. nomination, avec effet immédiat, et pour une durée indéterminée des gérants suivants:

- Monsieur Steven Deurloo, né le 14 juillet 1967 à Amersfoort (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle à Telestone 8 - Teleport, Naritaweg 165, 1043 BV, Amsterdam (Pays-Bas), en tant que gérant A;
- Mademoiselle Lucinda Clifton-Bryant, née le 18 octobre 1977 à Aachen (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérant B.

Luxembourg, le 4 janvier 2008.

J. de Patoul

Gérant

Référence de publication: 2008026213/710/22.

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2008, réf. LSO-CN03042. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

AGI Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 88, rue des Aubépines.

R.C.S. Luxembourg B 136.194.

—
STATUTS

L'an deux mille huit, le trente et un janvier.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

La société PAO CONSULT LTD ayant son siège social à 145-157, St John Street, London EC1V 4 PY, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Cardiff (Angleterre) sous le no 04992184, ici représentée par:

Monsieur Jean Nimsgern, Administrateur de sociétés, demeurant à F-75015 Paris (France), 25, rue Jean Daudin, agissant en sa qualité d'administrateur et secrétaire dans la dite société, suivant nomination du 20 janvier 2008, lequel peut engager en sa dite qualité la société tel qu'il résulte de l'article 16 des statuts.

Laquelle comparante dûment représentée a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle sous la dénomination de: AGI CONSULT s.à r.l.

L'associé unique pourra à tout moment se réunir avec un ou plusieurs associés et les futurs associés pourront également prendre toutes les mesures nécessaires afin de rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé.

Art. 3. La Société a pour objet l'exercice à titre d'indépendant de toutes les activités relevant directement ou indirectement du conseil et de la consultance sous toutes ses formes - y compris conseiller économique - à toutes associations, entreprises, sociétés et entités de toute forme de droit public ou de droit privé.

Elle pourra en outre exercer, pour son propre compte, toutes activités relatives à l'acquisition, la détention, la location, la mise en valeur, la vente, la mise en gage et l'administration de tous biens mobiliers ou immobiliers tant au Grand-Duché de Luxembourg que partout ailleurs à l'étranger.

Le but de la société est également de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment d'acquérir tous brevets et licences, les gérer et les mettre en valeur, d'octroyer aux opérations aux entreprises dans laquelle la Société a un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, toutefois sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales en relations directe ou indirecte avec les secteurs prédécrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

La société a également pour objet au Luxembourg et à l'étranger l'achat, la vente, la location, l'importation, l'exportation, de tous biens, services, procédés, droits, produits, matériel ou marchandises.

Elle pourra, d'une façon générale, faire toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Chaque année, le trente-et-un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et de profits.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales de cent-vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

Toutes les parts sont souscrites en numéraire par l'associé unique la société PAO CONSULT LTD, préqualifiée.

L'associé unique déclare que toutes les parts sociales souscrites sont intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8.

a) La cession entre vifs:

Tant que la société ne comprendra qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il entend.

En présence de plusieurs associés, et pour toutes cessions de parts sociales, les associés bénéficieront d'un droit de préemption.

b) La transmission pour cause de mort:

Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société. Si l'associé unique n'a laissé aucune disposition de dernière volonté concernant l'exercice des droits afférents aux parts sociales, lesdits droits seront exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession. Jusqu'au partage desdites parts ou jusqu'à la délivrance de legs portant sur celles-ci.

Pour le cas où il y aurait des parts sociales non proportionnellement partageables, lesdits héritiers et légataires auront l'obligation pour lesdites parts sociales de désigner un mandataire.

En présence de plusieurs associés, les parts sociales peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires des parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Pour le surplus, les articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sont applicables.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par l'associé qui fixe les pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision de l'associé.

A moins que l'associé n'en décide autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

L'associé unique est habilité à instituer des succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Chaque année, au dernier jour de décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales,
- le solde restera à la libre disposition de l'associé.

Art. 12. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'associé.

Art. 13. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, la partie s'en réfère aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le trente-et-un décembre deux mille huit.

Estimation des frais

Le montant des charges, frais, dépenses, ou rémunérations, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à environ mille cent euros.

Assemblée générale extraordinaire

L'associée unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, prend les résolutions suivantes:

1. Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:
 - a) Monsieur Bernard Van Maele, licencié et maître en administration et gestion, né à Uccle (Belgique) le 4 juillet 1953, demeurant à L-1145 Luxembourg, 88, rue des Aubépines,
2. La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique.
3. Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante: L-1145 Luxembourg, 88, rue des Aubépines.

Le notaire instrumentant a rendu attentif la comparante dûment représentée au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par la comparante.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante dûment représentée, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le représentant a signé avec moi, notaire, la présente minute.

Signé: J. Nimsgern, B. Moutrier.

Enregistré à Esch/Al., le 1^{er} février 2008, Relation: EAC/2008/1507. — Reçu 62,50 euros.

Le Receveur ff. (signé): M. Oehmen.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 18 février 2008.

B. Moutrier.

Référence de publication: 2008026531/272/113.

(080026666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2008.

Motor Center Diekirch, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9254 Diekirch, 24, route de Larochette.

R.C.S. Luxembourg B 92.755.

—
Convention de cession de parts sociales

Entre

1. Madame Germaine Meder, veuve François Muller, demeurant au 31, avenue Monterey, L- 2163 Luxembourg, agissant en son nom personnel,

(ci-après «la Venderesse»)

Et

2. AUTO KMA, sàrl, une société de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à 24, route de Larochette à Diekirch, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés.

(ci-après l'«Acquéreur»)

Il a été convenu ce qui suit:

Art. 1^{er}. Objet de la Cession. La Venderesse cède à l'Acquéreur, qui accepte 35 parts sociales de la société MOTOR CENTER DIEKIRCH, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 24, route

de Larochette, L- 9254 Diekirch et étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Diekirch sous le numéro B 92 755, ayant une valeur nominale de 250 € chacune (ci-après la «Société»).

Art. 2. Prix de la Cession. Le prix de vente s'élève à 1 €.

Art. 3. Paiement du Prix. Le prix de vente de 1 € sera versé par l'Acquéreur sur le compte de la Venderesse auprès de la DEXIA-BIL, no IBAN LU62 6023 1015 9080 0000 au plus tard à la date du 17 août 2007.

Art. 4. Inscription au Registre des Associés. L'Acquéreur s'engage à faire en sorte que le transfert des parts sociales mentionnées à l'article 1^{er} de cette Convention sera inscrit au registre des associés de la Société.

Art. 5. Divers. L'Acquéreur donne décharge pleine et entière à la Venderesse en sa qualité d'associée. En outre l'Acquéreur donne décharge pleine et entière à la Venderesse en sa qualité de gérante de la Société, poste qu'elle a occupé jusqu'au 23 juillet 2007, date à laquelle elle a démissionné comme gérante avec effet immédiat.

Art. 6. Loi applicable et juridiction compétente. Le présent contrat est régi par le droit luxembourgeois. Les tribunaux luxembourgeois ont compétence exclusive pour toiser tout litige ou différend avec le présent contrat.

Fait à Diekirch, le 9 août 2007, en autant d'exemplaires que de parties.

Signature / Signature

La Venderesse / L'Acquéreur

MOTOR CENTER DIEKIRCH S.à.r.l., la Société, par la présente reconnaît expressément la cession de parts sociales en conformité avec l'article 190 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et l'article 1690 du Code civil luxembourgeois et autorise et instruit par la présente M. Klaus Dichter, avec pouvoir de substitution de retranscrire la cession de parts sociales dans le registre des associés de la Société et de procéder à toute publication ou enregistrement relatifs à cette cession, tel que cela s'avérera nécessaire.

Le 9 août 2007.

Au nom et pour le compte de MOTOR CENTER DIEKIRCH S.à.r.l.

K. Dichter

Référence de publication: 2008026709/4917/44.

Enregistré à Diekirch, le 6 février 2008, réf. DSO-CN00022. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080026331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2008.

Navicom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 35.482.

DISSOLUTION

L'an deux mille sept, le vingt décembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Fons Mangen, réviseur d'entreprises, demeurant à Ettelbruck;

«le mandataire»

agissant en sa qualité de mandataire spécial de la société AXE INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard Prince Henri;

«le mandant»

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société anonyme NAVICOM S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 35.482, a été constituée suivant acte reçu le 11 décembre 1990, publié au Mémorial C numéro 24, page 1.140, de 1991.

II.- Que le capital social de la société anonyme NAVICOM S.A., prédésignée, s'élève actuellement à EUR 250.000,- (deux cent cinquante mille Euros), représentés par 1.000 (mille) actions de EUR 250,- (deux cent cinquante Euros) chacune.

III.- Que son mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société NAVICOM S.A.

IV.- Que son mandant est devenu propriétaire de toutes les actions de la susdite société et qu'en tant qu'actionnaire unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que son mandant, en tant que liquidateur, déclare que les dettes connues ont été payées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des actions de la société dissoute.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs, commissaire de surveillance et directeurs de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VIII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans aux bureaux de la société dissoute.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. Mangen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2007. Relation: LAC/2007/43193. — Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): R. Jungers.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2008.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2008026607/211/45.

(080026621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2008.

**O.T.I. S.A., Oil Technologies International S.A., Société Anonyme,
(anc. VHCL Trois S.A.).**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 10, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 131.752.

L'an deux mille sept, le vingt-et-un décembre

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société dénommée VHCL TROIS S.A. ayant son siège social à Luxembourg, 10, avenue Guillaume, inscrite au R.C.S.Luxembourg, sous la section B et le numéro 131.752,

constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 10 août 2007, publié au Mémorial C n° 2325 du 17 octobre 2007.

L'assemblée est présidée par Mr Augusto Mazzoli, employé privé, demeurant professionnellement à Strassen, 7, rue Thomas Edison.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mme Sophe Jacquet, employée privée, demeurant professionnellement à Strassen, 7, rue Thomas Edison

L'assemblée appelle à la fonction de scrutateur Mr Augusto Mazzoli, précité.

Le bureau ainsi constitué, dresse la liste de présence laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumis à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Le président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

- Que suivant liste de présence, tous les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social souscrit sont présents ou dûment représentés à la présente assemblée, qui peut en conséquence délibérer et décider valablement sur tous les points à l'ordre du jour.

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Changement de la dénomination de la société VHCL TROIS S.A. en OIL TECHNOLOGIES INTERNATIONAL S.A. en abrégé O.T.I. S.A. et modification conséquente de l'article premier des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il existe une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination OIL TECHNOLOGIES INTERNATIONAL S.A. en abrégé O.T.I. S.A.»

2. Divers.

L'assemblée des actionnaires ayant approuvé les déclarations du président, et se considérant comme dûment constituée et convoquée, a délibéré et pris par vote unanime la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée générale décide de changer la dénomination de la société VHCL TROIS S.A. en OIL TECHNOLOGIES INTERNATIONAL S.A. en abrégé O.T.I. S.A., et modifie en conséquence l'article premier des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 1^{er} . Il existe une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination OIL TECHNOLOGIES INTERNATIONAL S.A. en abrégé O.T.I. S.A.

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le président lève la séance.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société aux résolutions prises à la présente assemblée, est estimé à approximativement EUR 1.100,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: A. Mazzoli, S. Jacquet, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, LAC/2007/44087. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2008.

J. Delvaux.

Référence de publication: 2008026610/208/59.

(080026153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2008.

EB8 Fund S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.610,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 124.219.

Extrait du contrat de cession de parts de la société daté du 7 août 2007

En vertu du contrat de cession de parts daté du 7 août 2007, CPIM STRUCTURED CREDIT FUND 20 LP, ayant son siège social à Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1 - 9001, a reçu les parts sociales détenues dans la société par ses associés de la manière suivante:

- 6.525 parts sociales ordinaires de classe A de CPIM STRUCTURED CREDIT FUND 1000 LP, ayant son siège social à Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1 - 9001;

- 3.600 parts sociales ordinaires de classe A de CALIBER GLOBAL INVESTMENT LIMITED, ayant son siège social à Westbourne, The Grange, Guernsey GY1 3BG, Channel Islands.

Luxembourg, le 27 décembre 2007.

M. Torbick

Gérant

Référence de publication: 2008026194/710/21.

Enregistré à Luxembourg, le 15 janvier 2008, réf. LSO-CM05199. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Repco 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 110.475.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société tenue à Luxembourg le 28 décembre 2007

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire de la Société tenue le 28 décembre 2007 que:

1. M. Francois Brouxel, Avocat à la cour, né le 16 septembre 1966, à Metz, France, demeurant à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, a démissionné de ses fonctions d'administrateur A de la Société, avec effet immédiat.

2. M. Bernd Günter A. Janietz, avocat, né le 26 juillet 1948 à Golslar, Allemagne, demeurant à L-1139 Luxembourg, 50, rue des Sept Arpents, a été nommé administrateur A avec effet immédiat.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société qui sera tenue en vue d'approuver les comptes au 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 janvier 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008026225/280/20.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02650. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

N.E.S.A. S.e.c.s., Négoce et Service Associés, S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-3569 Dudelange, 96, rue Tattenberg.

R.C.S. Luxembourg B 136.177.

STATUTS

Art. 1er. Entre les soussignés

1. La société COMPTAPHI sa, dont siège social à L-9647 Doncols, 14, chemin des douaniers et immatriculée au RCS sous le n ° B115282 et ici représentée par son administrateur délégué Monsieur Hoge Philippe

2. Monsieur Mikaël Tortiller, employé privé, né le 21 septembre 1983 à Metz, demeurant 14, rue Terre aux bois à F-57070 Metz,

il a été constitué en date du 18 février 2008 une société en commandite simple dont les statuts ont été arrêtés comme suit.

Art. 2. La dénomination de la société est NEGOCE ET SERVICE ASSOCIES, S.e.c.s.

En abrégé N.E.S.A S.e.c.s.

Art. 3. La société a pour objet tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger, la prestation de services administratifs ainsi que la négociation commerciale et d'une manière générale, toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter la réalisation.

Art. 4. Le siège social de la société est établi à L-3569 Dudelange, 96, rue Tattenberg. Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 5. La société a été constituée pour une durée indéterminée. Elle ne sera pas dissoute par le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 6. Le capital social de la société est fixé à 12.500,00 Euros (douze mille cinq cent Euros) représenté par 100 (cent) parts sociales de 125,00 Euros (cent vingt cinq Euros) chacune.

Les parts ont été souscrites comme suit:

	Parts	€
1) COMPTAPHI .s.a. pré - qualifiée,	10	1.250,00
2) Monsieur Mikaël Tortiller, pré qualifiée,	90	11.250,00
Total:	100	12.500,00

Le capital social a été entièrement libéré et se trouve à la disposition de la société.

Art. 7. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément de tous les associés représentant l'intégralité du capital social.

Elles ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément de tous les associés survivants.

En cas de cession de parts d'un associé, les associés restants ont un droit de préemption au prorata des parts en leur possession.

Art. 8. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, dont les pouvoirs sont fixés par l'assemblée des associés qui procède à leur nomination.

A moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 9. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les décisions collectives à prendre en assemblée générale.

Dans tous les cas où la loi ou les présents statuts ne prévoient une majorité plus grande, toutes les décisions, y compris celles concernant la nomination, la révocation ou le remplacement d'un gérant, sont prises à la majorité simple.

Art. 10. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence à la date de la constitution et finit le 31 décembre 2008.

Art. 11. Chaque année, au trente et un décembre, il sera dressé par la gérance un inventaire ainsi que le bilan et le compte de profits et pertes.

Le bénéfice net, déduction faite de tous les frais généraux et des amortissements, est à la disposition de l'assemblée générale des associés qui décidera de l'affectation du bénéfice net de la société.

Art. 12. Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties déclarent se référer à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Assemblée Générale

Les comparants pré-qualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont, après délibération, pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- Est nommé gérant administratif Monsieur Mikaël Tortiller,
- Est nommé gérant technique, Monsieur Daniel Tortiller, né le 31 décembre 1961 à Sarreguemines et domicilié à F-45260 Coudroy, 10, chemin de la Plissonnière.

La société est valablement engagée par la signature isolée d'un des deux gérants.

Signatures.

Référence de publication: 2008026814/800736/65.

Enregistré à Diekirch, le 19 février 2008, réf. DSO-CN00134. - Reçu 293 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080026218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2008.

SES Engineering (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6815 Betzdorf, Château de Betzdorf.

R.C.S. Luxembourg B 108.096.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Baden

Notaire

Référence de publication: 2008026040/7241/11.

(080025366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Primarosa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 130.950.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 15 février 2008.

H. Beck

Notaire

Référence de publication: 2008026046/201/12.

(080025828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Entrepreneurs Fund Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 135.161.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Baden
Notaire

Référence de publication: 2008026041/7241/11.

(080025378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Cometec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 48.108.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Baden
Notaire

Référence de publication: 2008026042/7241/11.

(080025404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Banque BCP, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 5, rue des Mérovingiens, Z.A. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 7.648.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Baden
Notaire

Référence de publication: 2008026043/7241/11.

(080025419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

NEP Senec Gardens S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 132.557.

Extrait des Résolutions des Associés du 11 janvier 2008

Les associés de NEP SENEC GARDENS S. à r.l., (la «Société»), ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Jean-Baptiste Brekelmans, né le 19 juillet 1960 à Breda, Pays-Bas, résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que Gérant A, et ce avec effet immédiat;

- de nommer Claudine Schinker, née le 31 mars 1964 à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que Gérant A de la société, et ce avec effet immédiat.

Luxembourg, le 11 janvier 2008.

C. Schinker
Mandataire

Référence de publication: 2008026123/710/21.

Enregistré à Luxembourg, le 25 janvier 2008, réf. LSO-CM09099. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Tenneco International Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 134.030.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Baden
Notaire

Référence de publication: 2008026044/7241/11.

(080025452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

**GSMP V Offshore S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Direct Mezzanine 2006 Offshore S.à r.l.).**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 116.400.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2008.

P. Frieders
Notaire

Référence de publication: 2008026066/212/13.

(080025572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

S.C.I. G.F.D., Société Civile.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg E 1.231.

Assemblée Générale Extraordinaire du 23 mars 2007

Lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 23 mars 2007 à Luxembourg, la résolution suivante a été prise:

Résolution N° 1

L'Assemblée révoque la société GRAHAM TURNER S.A., domiciliée 4-6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, RC B 51.094, du poste d'associé.

Résolution N° 2

L'Assemblée nomme la société EDENOR SA, domiciliée 6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° RC B 65.228, au poste d'associé.

Résolution N° 3

L'Assemblée révoque la société GRAHAM TURNER S.A., domiciliée 4-6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, RC B 51.094, du poste de gérant.

Résolution N° 4

L'Assemblée nomme la société EDENOR SA, domiciliée 6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° RC B 65.228, au poste de gérant.

Le mandat de gérant de la société EDENOR SA prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'année 2012 qui statuera sur les comptes de l'année 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2007.

GRUPEMENT FINANCIER DE DEVELOPPEMENT SA / EDENOR SA

Signature / Signature

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2008026107/2741/30.

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2008, réf. LSO-CN03346. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

**GSMP V Onshore S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Direct Mezzanine 2006 Onshore S.à r.l.).**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 116.396.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 février 2008.

P. Frieders

Notaire

Référence de publication: 2008026067/212/13.

(080025570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

HeidelbergCement Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.227.779.130,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.709.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2007.

H. Hellinckx

Notaire

Référence de publication: 2008026070/242/13.

(080025244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

REIT Immobilien S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 57.533.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires et par le conseil d'administration en date du 21 décembre 2007

1. Les sociétés EURO MANAGEMENT SERVICES S.A., MONTEREY SERVICES S.A. et UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. ont démissionné de leur mandat d'administrateur.

2. M. Eric Magrini, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 20 avril 1963, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.

3. M. Pietro Longo, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.

4. M. Philippe Toussaint, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 2 septembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.

5. M. Eric Magrini, pré-qualifié, a été nommé président du conseil d'administration.

Luxembourg, le 29 janvier 2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour REIT IMMOBILIEN S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008026173/29/28.

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2008, réf. LSO-CN02626. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Bellissimmo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2729 Luxembourg, 3, rue Saint Willibrord.

R.C.S. Luxembourg B 118.159.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 12 février 2008.
F. Molitor
Notaire

Référence de publication: 2008026073/223/12.

(080025708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Bije S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4264 Esch-sur-Alzette, 3, rue Nothomb.

R.C.S. Luxembourg B 104.792.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 15 février 2008.
F. Molitor
Notaire

Référence de publication: 2008026074/223/12.

(080025736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Buziol Investment Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 100.624.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2008.
M. Schaeffer
Notaire

Référence de publication: 2008026077/5770/12.

(080025880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.

Pearson Luxembourg Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 100.716.

Extrait des décisions prises par les associées en date du 27 mars 2007

1. Monsieur David Colville a démissionné de son mandat de gérant.
2. Monsieur Alan Miller, né le 21 septembre 1947 à Edinburgh (Ecosse), demeurant à 39, Russel Road, HA6 2LP Northwood, Middlesex, Royaume-Uni, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 17 janvier 2008.
Pour extrait sincère et conforme
Pour PEARSON LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2008026191/8668/18.

Enregistré à Luxembourg, le 18 février 2008, réf. LSO-CN04403. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080025329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2008.
